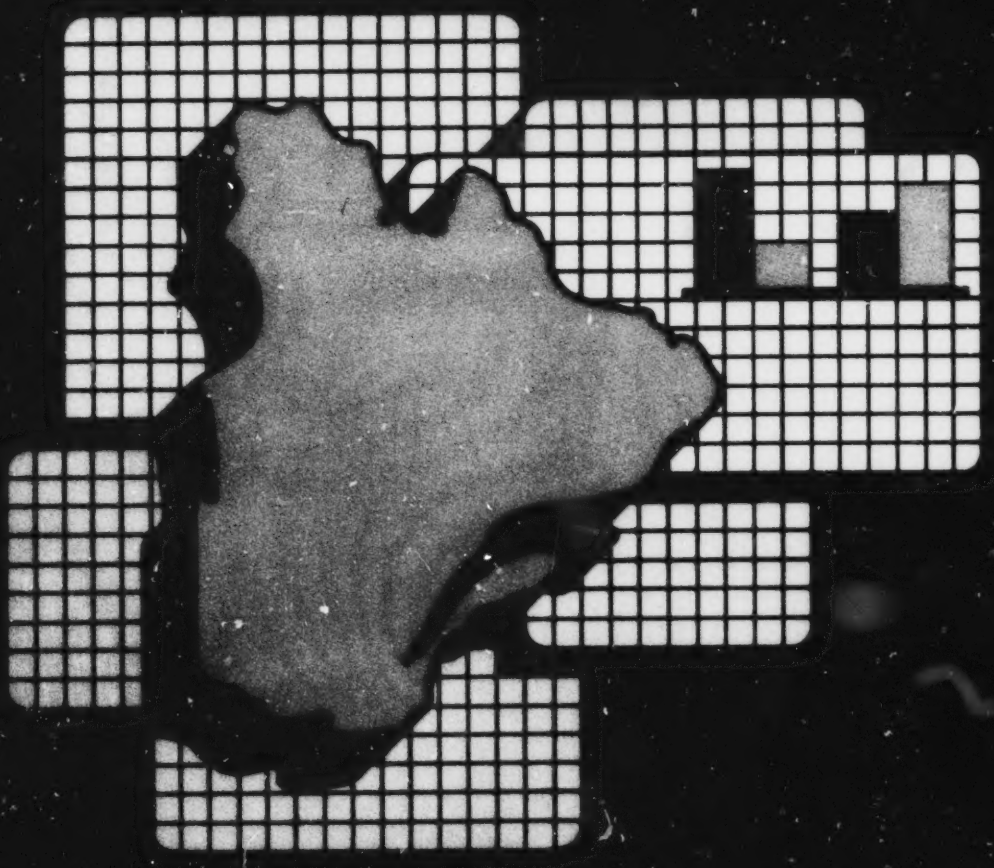
COMPTES ÉCONOMIQUES

DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Édition 1985



Québec

COMPTES ÉCONOMIQUES

DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Québec
1971-1983

Pour tout renseignement concernant le BSQ et les données statistiques qui y sont disponibles, s'adresser au:

117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 1985
ISBN 2-551-09088-1
ISSN 0713-3774

Reproduction autorisée à condition de mentionner la source.

AVANT-PROPOS

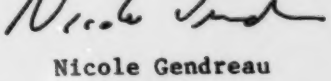
Le Bureau de la statistique du Québec présente sa publication annuelle intitulée Comptes économiques des revenus et des dépenses, Québec, 1971-1983. Les comptes économiques offrent une image complète, cohérente et relativement détaillée des grandes variables économiques du Québec et de leur évolution depuis 1971.

Cette publication, dont l'existence remonte à 1977, se compose de trois parties. En premier lieu, le lecteur trouvera une description de l'évolution des principales variables des comptes économiques du Québec au cours de l'année 1983 (consommation, investissement, revenu, production, recettes et dépenses des administrations publiques). Ensuite, un ensemble de 37 tableaux regroupent les données relatives aux comptes économiques du Québec. Ces tableaux présentent des données révisées pour la période de 1980 à 1982 et des données préliminaires pour l'année 1983. Parfois, les données révisées portent sur une période plus longue. C'est le cas, notamment, de la variable "Subvention fédérale à l'importation du pétrole" dont les données ont été révisées de 1974 à 1983 à la suite d'un changement méthodologique.

L'information contenue dans les différents tableaux permet de cerner le comportement des principaux agents économiques du Québec: les ménages, les entreprises, les gouvernements et les non-résidents. La dernière partie est consacrée aux notes méthodologiques: celles-ci situent le cadre général de la comptabilité économique et indiquent les sources et particularités des différents tableaux de cette publication.

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette publication, de même que les membres de la Division du produit national brut de Statistique Canada. Nous invitons toutes les personnes intéressées à nous faire parvenir leurs commentaires et suggestions.

La directrice générale



Nicole Gendreau

NOTES EXPLICATIVES

La numérotation des tableaux apparaissant dans cette publication suit celle des Comptes nationaux canadiens (13-201) de Statistique Canada. Cette numérotation est adoptée en vue de permettre au lecteur de retrouver plus facilement les données canadiennes correspondantes aux comptes économiques du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1

Faits saillants 9

PARTIE 2

Tableaux statistiques 21

Section A
Tableaux sommaires 23

Section B
Tableaux sectoriels 37

Section C
La répartition industrielle du produit intérieur brut et autres agrégats 69

Section D
Tableaux supplémentaires sur les administrations publiques 79

PARTIE 3

Concepts, sources et particularités 111

Le cadre général des comptes économiques 113

Sources et particularités 119

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A: TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 1: Revenu intérieur et produit intérieur brut 24
Tableau 2: Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut 26
Tableau 3: Provenance du revenu personnel 28
Tableau 4: Emplois du revenu personnel 30
Tableau 5: Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle 32
Tableau 6: Revenus de toutes les administrations publiques québécoises incluant les revenus perçus au Québec par l'Administration fédérale 34
Tableau 7: Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec 34

SECTION B: TABLEAUX SECTORIELS

Tableau 8: Compte consolidé de production: dépenses primaires au titre de la production intérieure 38
Tableau 9: Compte consolidé de production: recettes provenant de la production intérieure 40
Tableau 10: Compte consolidé de financement du capital: épargne provenant du Québec et autres sources de financement 44
Tableau 11: Compte consolidé de financement du capital: emplois de l'épargne brute 46
Tableau 12: Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - revenus 48
Tableau 13: Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - dépenses 52
Tableau 14: Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - ressources 54

Tableau 15: Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - emplois 54
Tableau 16: Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale - revenus provenant du Québec 56
Tableau 17: Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale - dépenses 58
Tableau 18: Compte de financement du capital de l'Administration fédérale - ressources 60
Tableau 19: Compte de financement du capital de l'Administration fédérale - emplois 60
Tableau 20: Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales - revenus 62
Tableau 21: Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales - dépenses 64
Tableau 22: Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales - ressources 66
Tableau 23: Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales - emplois 66

SECTION C: LA RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET AUTRES AGRÉGATS

Tableau 28: Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique 70
Tableau 29: Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires, par activité économique 72
Tableau 30: Bénéfices et autres revenus de placement, par activité économique 74
Tableau 31: Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique 76

SECTION D: TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Tableau 43:	Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration	80
Tableau 44:	Impôts directs des particuliers	88
Tableau 45:	Impôts directs des corporations et entreprises publiques	90
Tableau 46:	Impôts indirects	92
Tableau 47:	Autres transferts courants des particuliers aux administrations publiques	94
Tableau 48:	Revenus de placement des administrations publiques	96
Tableau 49:	Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital	98
Tableau 50:	Transferts des administrations publiques aux particuliers	102
Tableau 51:	Subventions	104
Tableau 52:	Transferts courants aux autres niveaux des administrations publiques	106

Partie 1

FAITS SAILLANTS

INTRODUCTION

L'année 1983 marque la fin de la plus importante récession qu'a traversée le Québec depuis la crise des années trente. Ainsi, la grande majorité des indicateurs économiques du Québec enregistrent des hausses[1]: le produit intérieur brut augmente de 2,1 % en termes réels[2], les dépenses des ménages en consommation de biens et services de 3,7 %, toujours en termes réels[3], et les mises en chantier de 71,6 %. La reprise économique au Québec est amorcée par les ménages qui augmentent sensiblement leurs achats de biens durables et de logements neufs. La demande extérieure, surtout américaine, contribue également à la reprise. Cette poussée de la demande, tant intérieure qu'extérieure, se transmet aux secteurs productifs, ce qui se traduit par une création de 58 000 nouveaux emplois comparativement à une perte de 142 000 en 1982. Cependant, le taux de chômage demeure presque identique à celui de l'année 1982, cette situation étant due à un accroissement de la population active de 71 000 unités. Les revenus générés au Québec reflètent la reprise économique: les bénéfices des sociétés augmentent de 54,3 % en 1983 tandis que les revenus nets des entreprises individuelles non agricoles sont en hausse de 22,2 %. Par ailleurs, la rémunération des salariés augmente de 4,4 %, de même que le revenu personnel disponible. Au cours de l'année 1983, l'évolution de l'économie du Québec s'inscrit dans le contexte de la reprise économique nord-américaine et les résultats obtenus se comparent à ceux des économies canadienne et américaine (tableau 1).

Aux États-Unis, la reprise économique s'effectue au début de l'année 1983 à la suite du relâchement de la politique monétaire restrictive de la Réserve fédérale américaine et de la forte réduction des taux d'intérêt qui s'ensuit. Ce sont principalement les dépenses en consommation et en construction résidentielle qui sont à l'origine de la reprise. Les dépenses des ménages enregistrent une augmentation réelle de 4,3 % tandis que les mises en chantier atteignent 1 698 000 unités, en hausse de 60,3 % par rapport à 1982. L'accroissement des dépenses des ménages est soutenu à la fois par une augmentation de 7,3 % du revenu disponible et par la diminution du taux d'épargne qui atteint 4,7 %. La demande accrue des ménages contribue à une augmentation rapide des investissements, et plus particulièrement, des investissements en machines et équipement. Enfin, la faible augmentation des prix à la consommation, le retour à des taux d'intérêt moins élevés, la confiance renouvelée des agents économiques font en sorte que le produit intérieur brut aux États-Unis augmente en termes réels de 3,6 % en 1983.

---

1. Pour une étude plus détaillée des indicateurs économiques autres que ceux des comptes économiques, voir: La situation économique au Québec, Bureau de la statistique du Québec, Québec, 1984, 141 p.

2. L'indice implicite des prix de la dépense nationale brute (Canada) sert à dégonfler cette variable.

3. L'indice global des prix à la consommation à Montréal sert à dégonfler cette variable.

Tableau 1 Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 1983

		Québec	Canada	États-Unis
		Variation en %		
01	Produit intérieur brut au prix du marché en dollars constants	2.1	2.8	3.5
02	Dépenses personnelles de consommation en dollars constants	3.7	3.1	4.2
03	Logements mis en chantier	71.6	29.2	60.3
04	Revenu personnel disponible	4.4	5.5	7.3
05	Rémunération des salariés	4.4	5.5	6.2
06	Indice global des prix à la consommation	5.6 [1]	5.8	3.2
07	Emploi total	2.2	0.8	1.3
		Taux annuel		
08	Taux de chômage	13.9	11.9	9.6
09	Taux d'escompte officiel	9.6	9.6	8.5

[1] Indice des prix à la consommation à Montréal.

Sources : Bureau de la Statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et des dépenses, Québec, 1971-1983*; Statistiques, vol. IV, n° 4, déc. 1984.
Statistique Canada. *Comptes nationaux des revenus et des dépenses (13-201)*.
OCDE. *Perspective économiques de l'OCDE*, Paris, déc. 1984.

Au cours de l'année 1983, le Canada bénéficie de la reprise américaine. D'une part, l'augmentation de la demande américaine active les exportations canadiennes et, d'autre part, la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, qui s'est rapidement transmise aux taux canadiens, stimule la demande intérieure. Ainsi, le produit intérieur brut augmente de 2,8 % en termes réels en 1983 après une chute de 4,3 % en 1982. Comme aux États-Unis, ce sont les ménages qui amorcent la reprise en augmentant leurs dépenses en valeur réelle de 3,1 % (dont 6,7 % pour les biens durables) et en faisant passer le nombre de mises en chantier de 125 860 unités en 1982 à 162 645 en 1983 (hausse de 29,2 %). Les dépenses des ménages sont en partie financées par une baisse du taux d'épargne qui passe de 15,2 % en 1982 à 13,3 % en 1983, l'augmentation du revenu personnel disponible étant quelque peu inférieure à celle des prix à la consommation. Par contre, l'indice global des prix à la consommation augmente beaucoup moins rapidement, passant d'une moyenne annuelle de 10,8 % en 1982 à 5,8 % en 1983. Après une diminution de plus de 600 points de base entre les mois de juin et décembre 1982, le taux d'escompte de la Banque du Canada oscille entre 9,4 % et 10,0 % au cours de l'année 1983. Cette stabilité relative du taux d'escompte influence l'ensemble des taux d'intérêt, ce qui constitue un facteur important de la reprise de l'économie canadienne.

C'est dans ce contexte de reprise économique nord-américaine que se situe l'évolution des principales variables des comptes économiques du Québec qui seront décrites au cours des prochains chapitres.

L'ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT EN 1983

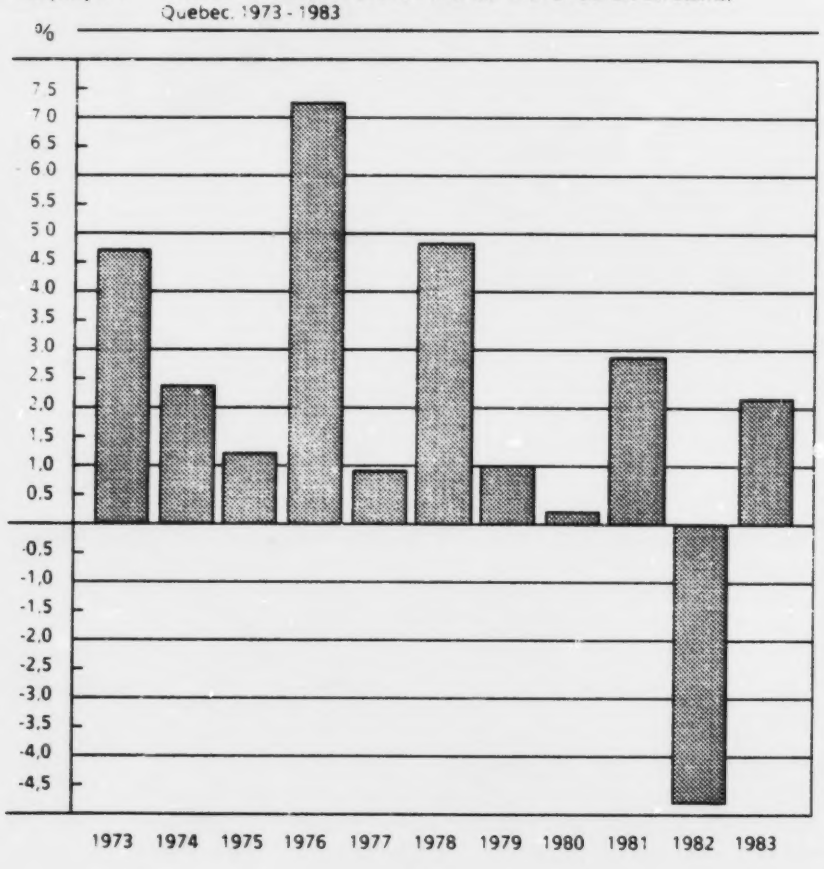
L'évolution des revenus

Le produit intérieur brut s'accroît de 7,6 % en 1983. En utilisant l'indice des prix de la dépense nationale brute comme dégonfleur, le produit intérieur brut du Québec augmente de 2,1 % (graphique 1). Il se situe à 97,1 % de son niveau le plus haut atteint (1981), soit celui d'avant la récession.

La rémunération des salariés, la composante la plus importante du produit intérieur brut, augmente de 4,4 % en 1983. Cette faible croissance s'explique principalement par les pertes d'emploi en début d'année, les conflits de travail du secteur public québécois et la croissance modérée des salaires hebdomadaires moyens. Ainsi, la part relative de la rémunération des salariés par rapport au produit intérieur brut se situe à 57,8 % en 1983 comparativement à près de 60,0 % depuis le début des années quatre-vingt.

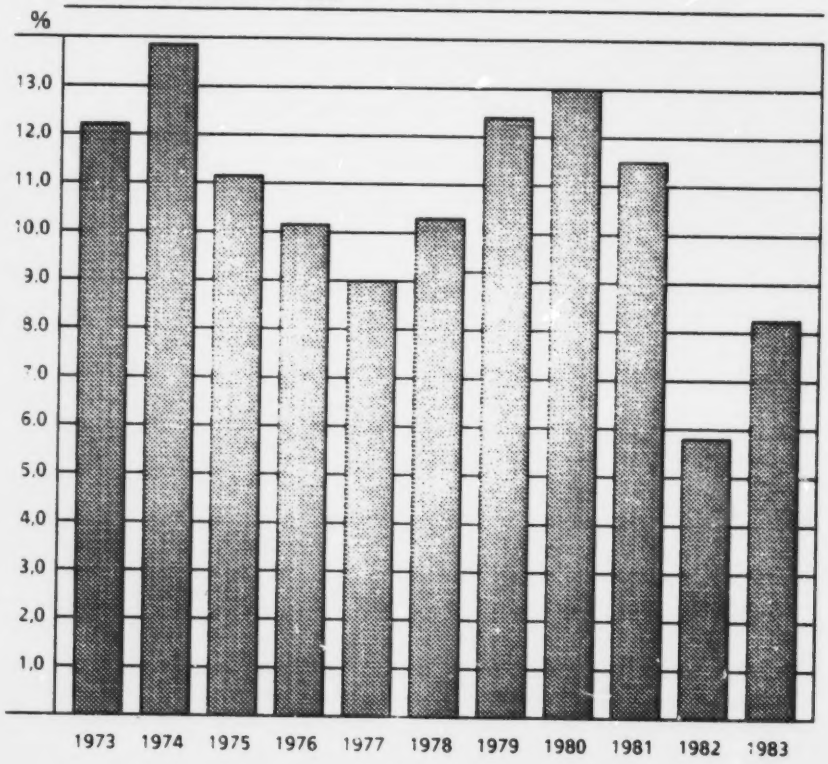
Les bénéfices des sociétés avant impôt, après une chute de 47,2 % en 1982, sont en hausse de 54,3 % en 1983. En valeur nominale, les bénéfices des sociétés avant impôt se situent à 80,0 % de leur sommet de 1980. Le taux de profit[4] se situe à 8,2 % en 1983 comparativement à 5,8 % en 1982 et 11,6 % en 1981 (graphique 2). Ainsi, la première année de la reprise économique n'a pas permis aux entreprises de retrouver leur taux de profit de longue période qui se situe entre 11 % et 13 %.

Graphique 1 Taux de croissance du produit intérieur brut en dollars constants, Québec, 1973 - 1983



4. Le taux est défini comme le rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale excluant la rémunération des salariés des administrations publiques.

Graphique 2 Taux de profit des sociétés avant impôt, Québec, 1973 - 1983



Les revenus d'intérêt et de placement atteignent 7,2 milliards en 1983, en hausse de 15,9 % par rapport à 1982. Cette variable inclut les profits (ou pertes) des entreprises publiques. Les pertes substantielles subies en 1982 par les entreprises publiques fédérales ont eu pour effet d'augmenter fortement le taux de croissance de cette variable en 1983. En éliminant les pertes des entreprises publiques fédérales en 1982 et 1983, le taux de croissance de cette variable aurait été nul en 1983.

Le revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole subit une baisse de 12,1 % en 1983. Par ailleurs, le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (loyers compris) est en hausse de 22,2 %. Cette forte augmentation est imputable à la composante revenu net de loyer dont la valeur double entre 1982 et 1983. En excluant cette composante, le revenu net des entreprises individuelles aurait augmenté de 9,8 %.

De leur côté, les taxes indirectes s'accroissent de 3,4 % tandis que les subventions diminuent de 16,1 %. Les taxes indirectes perçues par l'Administration provinciale augmentent de 9,0 % comparativement à 5,8 % pour les administrations locales. Par contre, les taxes indirectes perçues par l'Administration fédérale au Québec diminuent de 4,7 % à la suite d'un rendement moins élevé des taxes reliées au pétrole. La forte diminution des subventions est imputable, en grande partie, à la diminution de la subvention fédérale à l'importation du pétrole.

L'évolution des dépenses

Le Québec bénéficie dès la fin de 1982 du relâchement des politiques monétaires restrictives (américaine et canadienne). Ainsi, la baisse des taux d'intérêt et l'amélioration des conditions économiques redonnent confiance aux consommateurs qui augmentent leurs dépenses de consommation et d'investissement en construction résidentielle. En 1983, les dépenses de consommation enregistrent une hausse de 9,7 % pour atteindre 53 642 millions de dollars. Exprimées en dollars constants[5], les dépenses de consommation augmentent de 3,7 % après trois années consécutives de baisses réelles.

L'examen des dépenses de consommation selon leurs diverses composantes indique que les ménages accroissent fortement leurs dépenses en biens durables (autos, meubles, etc.), ces dépenses ayant été reportées au cours des dernières années, à cause, notamment, des niveaux élevés des taux d'intérêt. Ainsi, le retour à des taux d'intéret moins élevés et plus stables permet un accroissement des dépenses en biens durables de 19,6 % en 1983. La part relative des dépenses en biens durables par rapport aux dépenses totales de consommation se situe à 13,4 % en 1983 comparativement à 12,3 % un an plus tôt.

Les achats de biens semi-durables (vêtement, chaussure, article d'ameublement ménager, etc.) se ressentent également de la reprise économique. Ces derniers sont en hausse de 10,0 % en 1983 après une hausse de 2,0 % en 1982. Par ailleurs, les dépenses en biens non durables augmentent à un taux inférieur à celui de l'indice global de prix à la consommation. Cette faible augmentation se retrouve principalement au niveau des catégories de biens "aliments et boissons non alcooliques" (+3,0 %), "combustible et électricité" (+5,7 %), "essence et lubrifiant" (+0,8 %).

De leur côté, les dépenses personnelles en services progressent de 11,0 % en 1983. Les catégories de dépenses qui augmentent le plus rapidement sont celles reliées aux domaines de l'habitation et des soins médicaux.

Globalement, les différents paliers d'administrations publiques augmentent leurs dépenses courantes en biens et services de 6,0 % en 1983. Ce sont les dépenses des administrations locales qui augmentent le plus rapidement (+10,1 %), suivies des dépenses de l'Administration fédérale (+6,7 %) et de l'Administration provinciale (+4,7 %). Par ailleurs, les dépenses courantes des hôpitaux enregistrent une baisse de près de 1,0 %. Du côté de la formation brute de capital fixe, les dépenses des administrations publiques sont en hausse de 13,4 %, dont 7,9 % au chapitre de la construction non résidentielle et 47,1 % au chapitre des machines et équipement.

La formation brute de capital fixe des entreprises enregistre une hausse de 4,8 % en 1983. Cette hausse est attribuable entièrement aux investissements en construction résidentielle (+57,3 %) alors que les investissements en construction résidentielle et en machines et équipement diminuent respectivement de

5. Id. 3.

LA PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

14,8 % et 3,6 %. Ainsi, les ménages, encouragés par les programmes d'accession à la propriété, la baisse des taux d'intérêt et de meilleures perspectives d'emploi, ont augmenté de 57,3 % leurs dépenses en construction résidentielle. Cependant, la vigueur de la demande des ménages en achats de biens et services et en logements neufs n'a pas incité les entreprises à augmenter leurs dépenses d'immobilisation. Cette situation est explicable en partie par les faibles taux d'utilisation des capacités de production des industries manufacturières (69,3 % en moyenne au Canada en 1983)[6], les taux d'intérêt élevés en termes réels et la volonté des entrepreneurs de réduire le financement de leurs investissements par l'emprunt à la suite de la flambée des taux d'intérêt des années 1981 et 1982. Pour les mêmes raisons, les entrepreneurs n'augmentent pas leurs inventaires en 1983, se contentant de les maintenir à leur niveau de l'année 1982.

En 1983, le produit intérieur brut au coût des facteurs augmente de 7,6 %. Cependant, les taux de croissance diffèrent beaucoup entre les secteurs, reflétant, du moins en partie, la dynamique de la reprise économique au Québec. C'est ainsi que les secteurs d'activité qui connaissent les plus fortes hausses de leur produit intérieur brut au coût des facteurs sont ceux des industries manufacturières (+13,5 %), du commerce de gros (+9,7 %) et de détail (+9,8 %), de l'électricité, gaz et eau (+12,8 %) et des finances, assurance et affaires immobilières (+19,7 %), ce dernier secteur englobant, entre autres, les revenus nets de loyer des entreprises individuels.

Par ailleurs, l'ensemble du secteur primaire enregistre une baisse moyenne de 13,5 %, dont des baisses de 18,8 % et 17,2 % dans les secteurs de la foresterie et des mines. Malgré une bonne performance des investissements en construction résidentielle en 1983, l'ensemble du secteur de la construction voit son produit intérieur brut au coût des facteurs diminuer de 4,7 %.

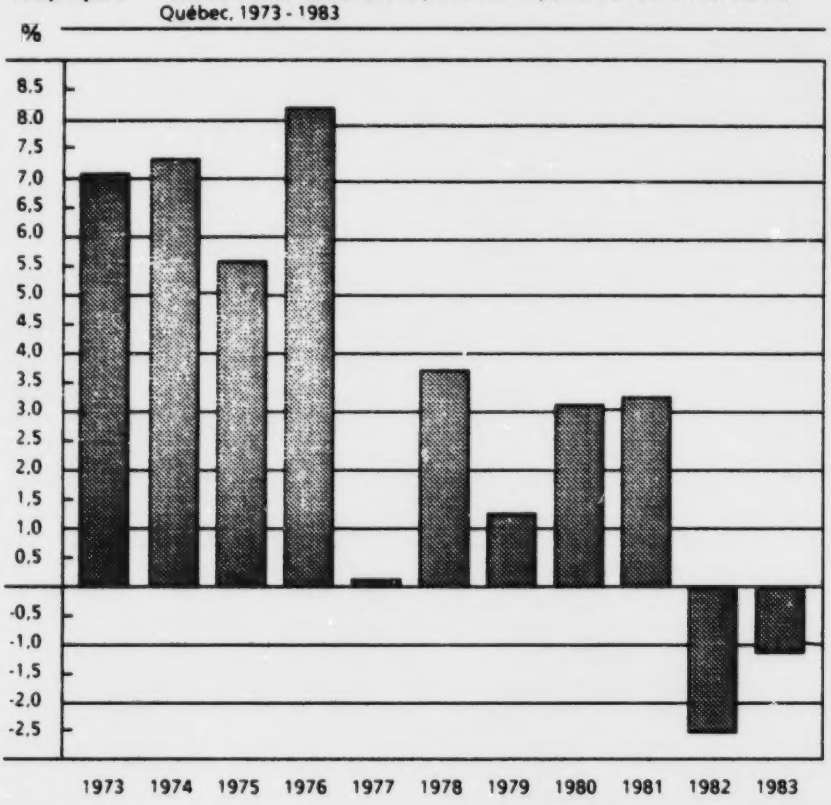
De leur côté, les secteurs des administrations publiques et des services présentent des hausses respectives de 7,2 % et de 2,6 % en 1983. La faible hausse du secteur des services est imputable principalement à la faible croissance de la rémunération des salariés (moins de 1 % en 1983) à la suite des arrêts de travail survenus en début d'année dans les secteurs hospitalier et de l'éducation. Enfin le secteur des transports enregistre une hausse de 7,4 % comparativement à 4,2 % pour le secteur des communications.

6. Statistique Canada (31-003).

PROVENANCE ET EMPLOIS DU REVENU PERSONNEL

Comme nous l'avons mentionné, la reprise économique du Québec est due en grande partie à l'accroissement des dépenses des ménages en achats de biens durables et de logements neufs. Cependant, l'augmentation des dépenses des ménages en 1983 n'est pas soutenue par la croissance du revenu personnel disponible qui enregistre, pour une deuxième année consécutive, un taux de croissance réelle négatif[7] (graphique 3). De son côté, le revenu personnel (revenu avant impôt) enregistre une hausse de 5,0 % en valeur nominale.

Graphique 3 Taux de croissance du revenu personnel disponible en dollars constants, Québec, 1973 - 1983

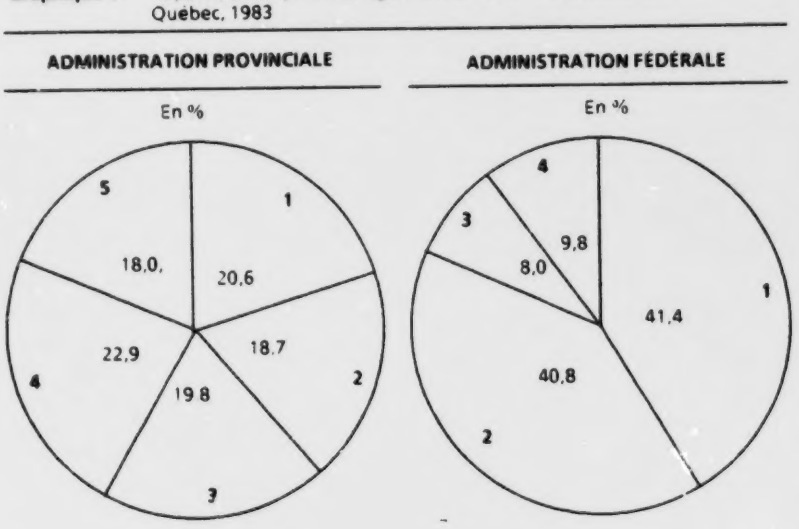


La rémunération des salariés, la principale composante du revenu personnel, augmente de 4,4 % en 1983, contribuant ainsi à la faible croissance du revenu personnel. La rémunération des salariés ne représente plus que 64,0 % du revenu personnel en 1983 comparativement à 68,2 % en 1980 et de 71,7 % en 1970. Cette baisse de l'importance de la rémunération des salariés s'est produite au profit des transferts des administrations publiques aux particuliers qui représentent 17,4 % du revenu personnel en 1983 comparativement à 15,3 % en 1980 et 11,0 % en 1970. En plus de la baisse des revenus nets des agriculteurs au titre de la production agricole (-12,1 %), notons une baisse de 5,2 % des intérêts, dividendes et revenus divers de placement qui se chiffrent à 9 413 millions de dollars en 1983.

Les transferts des administrations publiques aux particuliers augmentent de 10,4 % pour atteindre plus de 14 milliards de dollars en 1983. L'Administration fédérale verse 51,5 % des transferts aux particuliers, l'Administration provinciale 39,9 % et le Régime de rentes du Québec 8,6 %. Les transferts fédéraux se composent de prestations d'assurance-chômage dans une propor-

7. Id. 3.

Graphique 4 Répartition en pourcentage des transferts aux particuliers, Québec, 1983



1	Aide sociale	1	Assurance-chômage
2	Subventions à l'enseignement postsecondaire	2	Pensions de vieillesse et autres pensions
3	Subventions de type communautaires	3	Allocations familiales
4	Régime de rentes du Québec et autres pensions	4	Autres transferts
5	Autres transferts		

tion de 41,4 %, de pensions de vieillesse et autres pensions (40,8 %), d'allocations familiales (8,0 %) et des autres transferts (9,8 %) (graphique 4). De leur côté, les transferts de l'Administration provinciale (y compris le Régime de rentes du Québec) se répartissent presque également entre cinq grandes catégories: les pensions aux retraités (22,9 %) dont les versements du Régime de rentes du Québec, les prestations d'aide sociale (20,6 %), les subventions de type communautaire telles les subventions à l'hébergement (foyers, centre d'accueil), aux garderies, aux organismes culturels et de loisirs et aux organismes sans but lucratif (19,8 %) et finalement, les subventions à l'enseignement postsecondaire (18,7 %). Sont regroupés, dans une dernière catégorie, les transferts divers (18,0 %) qui englobent, entre autres, les allocations familiales et les indemnités versées aux accidentés du travail.

En 1983, le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des impôts directs et autres transferts aux administrations publiques, augmente de 4,4 %. Exprimé en dollars constants, le revenu personnel disponible diminue de 1,1 % en 1983. C'est la deuxième baisse du revenu disponible en autant d'années. De son côté, le niveau de l'épargne personnelle diminue de 1,7 milliard de dollars en 1983 (baisse de 16,1 %). Cette diminution du niveau de l'épargne personnelle sert principalement au financement des achats de biens durables et à l'acquisition de propriétés. Ainsi, le taux d'épargne, après avoir atteint des sommets en 1981 (16,5 %) et 1982 (17,6 %), se retrouve à 14,1 %, ce qui représente néanmoins un taux élevé comparativement à ceux de la décennie soixante-dix (8,0 % en moyenne).

LES RECETTES ET LES DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC

En 1983, les recettes de toutes les administrations publiques (en excluant les transferts intergouvernementaux) atteignent 37 643 millions de dollars, en hausse de 6,0 % par rapport à 1982. Les dépenses de ces mêmes administrations (en excluant les transferts intergouvernementaux) se chiffrent à 47 077 millions de dollars, en hausse de 6,7 % comparativement à 1982. Ainsi, sur la base des comptes économiques, le déficit des administrations publiques est évalué à 9 434 millions de dollars en 1983, soit 825 millions de plus qu'en 1982.

La hausse relativement faible des recettes de toutes les administrations publiques est explicable en partie par la faible augmentation des impôts indirects (3,4 %) due à la baisse des taxes reliées au pétrole (baisse de 17,5 %). Par ailleurs, les impôts directs des particuliers augmentent de 7,0 % et ceux des sociétés de 9,4 %. De leur côté, les revenus de placement sont en hausse de 7,3 %.

La répartition en pourcentage des principales sources de recettes des administrations publiques en 1983 nous révèle que les impôts directs sur le revenu des particuliers constituent la principale source de revenus des gouvernements, les impôts des particuliers représentant 48,1 % de tous leurs revenus (graphique 5). L'Administration provinciale perçoit 55,2 % des impôts directs des particuliers comparativement à 38,6 % pour l'Administration fédérale et 6,2 % pour le Régime de rentes du Québec.

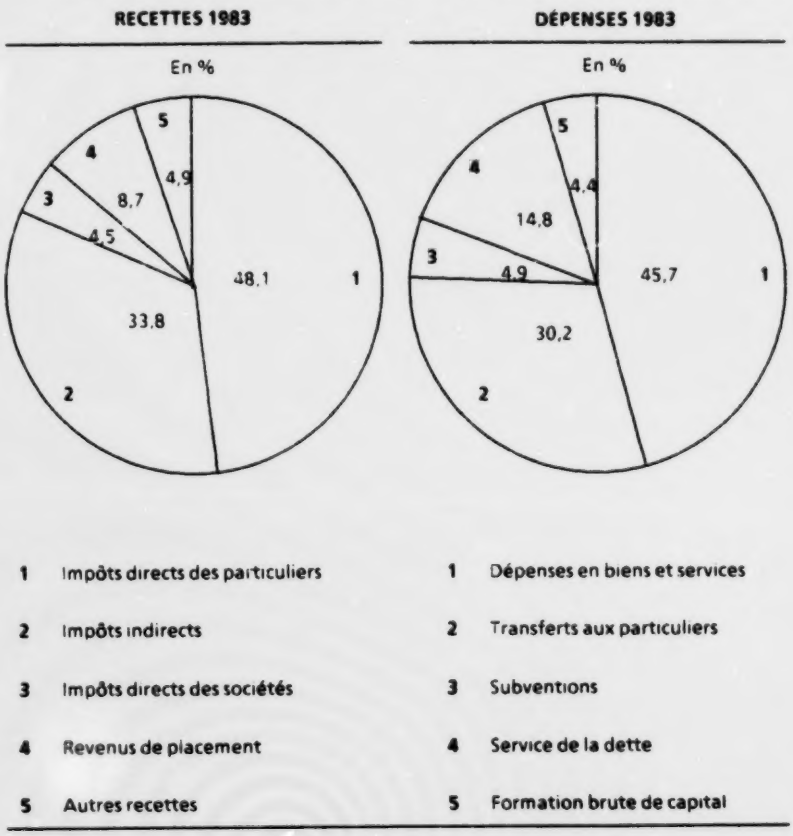
Les impôts indirects occupent le second rang en terme de source de revenus des administrations publiques. En 1983, ces impôts représentent 33,8 % de tous les revenus des administrations publiques. L'Administration provinciale prélève 41,6 % de tous les impôts indirects, l'Administration fédérale 32,5 % et les administrations locales 25,9 %. Les impôts indirects les plus importants en termes de revenus sont les taxes foncières des administrations locales (2 740 millions de dollars), la taxe de vente au détail (2 592 millions) et les taxes reliées au pétrole (2 067 millions).

Les autres sources de revenus des administrations publiques sont les revenus de placement qui représentent 8,7 % des entrées fiscales, suivis des revenus divers (4,9 %) et des impôts sur les sociétés (4,5 %).

Du côté des dépenses, ce sont les dépenses en formation brute de capital qui augmentent le plus rapidement en 1983, soit de 10,9 %. Viennent ensuite les dépenses de transferts aux particuliers (10,4 %), les dépenses courantes en biens et services (6,0 %), le service de la dette (5,3 %) et les dépenses en subventions (-7,2 %).

Les dépenses courantes en biens et services occupent la partie la plus importante des dépenses totales des administrations publiques avec 45,7 % des dépenses. Les salaires représentent 68,2 % des dépenses courantes en biens et services, le reste allant aux achats de biens et services (frais de location, frais de transport, fournitures de bureau, etc.). Ce sont les administrations locales (municipalités et commissions scolaires) qui

Graphique 5 Répartition en pourcentage des recettes et des dépenses de toutes les administrations publiques, Québec, 1983



1	Impôts directs des particuliers	1	Dépenses en biens et services
2	Impôts indirects	2	Transferts aux particuliers
3	Impôts directs des sociétés	3	Subventions
4	Revenus de placement	4	Service de la dette
5	Autres recettes	5	Formation brute de capital

retiennent la plus large part des dépenses courantes en biens et services avec 35,5 %, suivies de l'Administration provinciale (33,6 %), de l'Administration fédérale (16,6 %) et des hôpitaux (14,3 %).

En 1983, les transferts courants des administrations publiques aux particuliers représentent 30,2 % de toutes les dépenses des administrations publiques comparativement à 24,4 % en 1971. Le service de la dette publique représente 14,8 % de toutes les dépenses publiques pour atteindre près de 7 milliards de dollars en 1983. Les dépenses pour le service de la dette se partagent comme suit: 53,2 % à l'Administration fédérale, 29,2 % à l'Administration provinciale, 15,8 % aux administrations locales et 1,8 % aux hôpitaux. Les dépenses en subventions, notamment pour le maintien du prix de certains produits ou encore pour l'aide à l'investissement, représentent 4,9 % des dépenses totales des administrations publiques. C'est la subvention à l'importation du pétrole qui retient la plus large part des subventions avec 16,6 % du total.

Les dépenses en formation brute de capital se chiffrent à plus de 2 milliards de dollars en 1983, ce qui représentent 4,4 % de toutes les dépenses des administrations publiques. A ce chapitre, les administrations locales occupent le premier rang avec 49,8 % de toutes les dépenses d'investissement, suivies par l'Administration provinciale (35,4 %), l'Administration fédérale (13,9 %) et les hôpitaux (0,9 %).

Partie 2

TABLEAUX STATISTIQUES

Section A

TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 1

Revenu intérieur et produit intérieur brut, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Rémunération des salariés	13 019	14 469	16 741	20 258	23 491
02	Solde et indemnités militaires	108	115	124	138	154
03	Bénéfices des sociétés avant impôt	1 984	2 446	3 169	4 291	4 083
04	Intérêts et revenus divers de placement	1 045	1 057	1 250	1 747	2 180
05	Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	192	246	347	352	438
06	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840
07	Ajustement de la valeur des stocks	-170	-276	-666	-1 094	-746
08	**Revenu intérieur net au coût des facteurs**	**17 568**	**19 513**	**22 506**	**27 320**	**31 440**
09	Impôts indirects moins subventions	3 696	4 183	4 531	4 540	4 187
10	Impôts indirects	3 904	4 414	4 812	5 491	5 723
11	Subventions	208	231	281	951	1 536
	Dont: subvention fédérale à l'importation du pétrole	-	-	-	539	1 046
12	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	2 356	2 562	2 969	3 565	4 088
13	**Produit intérieur brut au prix du marché**	**23 620**	**26 258**	**30 006**	**35 425**	**39 715**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
27 547	30 069	33 068	36 784	41 762	47 995	50 091	**52 282**	**01**
173	176	180	181	200	230	265	**279**	**02**
4 108	4 042	5 033	6 747	7 718	7 570	3 999	**6 171**	**03**
2 772	3 338	3 924	4 421	4 817	5 907	6 220	**7 210**	**04**
402	371	557	638	603	648	672	**591**	**05**
1 820	1 958	2 165	2 329	2 596	2 885	3 391	**4 143**	**06**
-524	-904	-1 206	-1 866	-1 722	-1 731	259	**-512**	**07**
36 298	**39 050**	**43 721**	**49 234**	**55 974**	**63 504**	**64 897**	**70 164**	**08**
5 581	6 180	6 920	7 055	6 810	8 119	10 247	**10 993**	**09**
6 724	7 248	7 866	8 309	9 025	11 344	12 313	**12 727**	**10**
1 143	1 068	946	1 254	2 215	3 225	2 066	**1 734**	**11**
607	482	294	471	1 136	2 059	863	**384**	
4 792	5 345	5 912	6 688	7 528	8 392	8 865	**9 275**	**12**
46 671	**50 575**	**56 553**	**62 977**	**70 312**	**80 015**	**84 009**	**90 432**	**13**

Tableau 2

Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	13 947	15 750	18 149	21 034	24 788
02	Dépenses personnelles en biens	8 527	9 817	11 433	13 400	15 751
03	Dépenses personnelles en services	5 420	5 933	6 716	7 634	9 037
04	Dépenses publiques courantes en biens et services	4 454	4 929	5 815	6 911	8 096
05	Formation brute de capital fixe	4 201	4 899	5 962	7 680	9 548
06	Administrations publiques	1 070	1 086	1 177	1 432	1 709
07	Construction résidentielle	4	7	3	3	3
08	Construction non résidentielle	956	971	1 043	1 234	1 472
09	Machines et matériel	110	108	131	195	234
10	Entreprises	3 131	3 813	4 785	6 248	7 839
11	Construction résidentielle	948	1 082	1 343	1 829	2 013
12	Construction non résidentielle	1 009	1 191	1 500	2 044	3 079
13	Machines et matériel	1 174	1 540	1 942	2 375	2 747
14	**Demande intérieure finale**	**22 602**	**25 578**	**29 926**	**35 625**	**42 432**
15	Valeur de la variation matérielle des stocks	68	165	422	943	-113
16	Administrations publiques	-14	9	-3	11	12
17	Entreprises	82	156	425	932	-125
18	Non agricoles	97	176	405	886	-143
19	Agricoles et céréales en circuit commercial	-15	-20	20	46	18
20	**Demande intérieure totale**	**22 670**	**25 743**	**30 348**	**36 568**	**42 319**
21	Exportations nettes plus erreur résiduelle	950	515	-342	-1 143	-2 604
22	**Emplois du produit intérieur brut**	**23 620**	**26 258**	**30 006**	**35 425**	**39 715**

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
27 701	30 690	33 376	37 326	40 864	45 477	48 899	**53 642**	01
17 128	18 586	20 170	22 780	24 700	27 285	28 802	**31 327**	02
10 573	12 104	13 206	14 546	16 164	18 192	20 097	**22 315**	03
9 536	11 013	12 317	13 936	16 066	18 401	20 283	**21 509**	04
10 077	11 007	11 217	12 366	13 594	14 446	13 695	**14 507**	05
1 617	1 799	1 799	1 700	1 955	1 868	1 847	**2 094**	06
3	3	3	4	4	3	2	**3**	07
1 392	1 582	1 533	1 516	1 708	1 625	1 590	**1 716**	08
222	214	263	180	243	240	255	**375**	09
8 460	9 208	9 418	10 666	11 639	12 578	11 848	**12 413**	10
2 748	2 896	2 698	2 873	2 874	3 156	2 468	**3 881**	11
2 926	3 114	3 267	3 645	3 791	4 245	4 573	**3 897**	12
2 786	3 198	3 453	4 148	4 974	5 177	4 807	**4 635**	13
47 314	**52 710**	**56 910**	**63 628**	**70 524**	**78 324**	**82 877**	**89 658**	14
273	-108	202	1 191	-46	230	-2 195	**14**	15
14	15	21	21	25	25	26	**-16**	16
259	-123	181	1 170	-71	205	-2 221	**30**	17
235	-109	131	1 079	-125	183	-2 230	**41**	18
24	-14	50	91	54	22	9	**-11**	19
47 587	**52 602**	**57 112**	**64 819**	**70 478**	**78 554**	**80 682**	**80 672**	20
916	-2 027	-559	-1 842	-166	1 461	3 327	**760**	21
46 671	**50 575**	**56 553**	**62 977**	**70 312**	**80 015**	**84 009**	**90 432**	22

Tableau 3

Provenance du revenu personnel, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Rémunération des salariés	13 019	14 469	16 741	20 258	23 491
02	Solde et indemnités militaires	108	115	124	138	154
03	Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	192	246	347	352	438
04	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840
05	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	1 372	1 675	2 005	2 503	2 819
	Transferts courants					
	Des administrations publiques					
06	Aux particuliers	2 195	2 761	3 175	3 962	4 873
07	Subventions d'équipement	2	5	22	14	44
08	Des corporations	46	48	53	62	72
09	Des non-résidents du Canada	45	48	59	63	70
10	**Revenu personnel**	**18 369**	**20 823**	**24 067**	**28 980**	**33 801**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
27 547	30 069	33 068	36 784	41 762	47 995	50 091	**52 282**	01
173	176	180	181	200	230	265	**279**	02
402	371	557	638	603	648	672	**591**	03
1 820	1 958	2 165	2 329	2 596	2 885	3 391	**4 143**	04
3 222	3 661	4 220	5 256	6 326	8 513	9 928	**9 413**	05
5 949	6 916	7 741	8 197	9 359	10 699	12 889	**14 230**	06
46	55	69	100	91	98	239	**403**	07
83	87	98	121	138	171	128	**139**	08
76	89	106	120	138	144	158	**161**	09
39 318	**43 382**	**48 204**	**53 726**	**61 213**	**71 383**	**77 761**	**81 641**	10

Tableau 4

Emplois du revenu personnel, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
01	**Dépenses personnelles en biens et services de consommation**[1]	**13 947**	**15 750**	**18 149**	**21 034**	**24 788**
02	Biens	8 527	9 817	11 433	13 400	15 751
03	Durables	1 943	2 371	2 932	3 304	3 903
04	Semi-durables	1 877	2 134	2 397	2 969	3 361
05	Non durables	4 707	5 312	6 104	7 127	8 487
06	Services	5 420	5 933	6 716	7 634	9 037
	Transferts courants					
	Aux administrations publiques					
07	Impôts sur le revenu	2 579	2 959	3 524	4 346	4 972
08	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	84	65	53	45	40
09	Cotisations des employeurs et employés à l'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	611	721	870	1 187	1 398
10	Autres	93	88	107	97	106
11	Aux corporations	148	162	222	337	363
12	Aux non-résidents du Canada	48	49	62	64	67
13	**Épargne personnelle**	**859**	**1 029**	**1 080**	**1 870**	**2 067**
14	Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	873	1 034	1 046	1 834	2 075
15	Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	-14	-5	34	36	-8
16	**Revenu personnel**	**18 369**	**20 823**	**24 067**	**28 980**	**33 801**

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
27 701	**30 690**	**33 376**	**37 326**	**40 864**	**45 477**	**48 899**	**53 642**	**01**
17 128	18 586	20 170	22 780	24 700	27 285	28 802	**31 327**	**02**
4 371	4 609	4 987	5 871	5 953	6 151	6 013	**7 191**	**03**
3 792	4 096	4 299	4 737	5 120	5 586	5 699	**6 269**	**04**
8 965	9 881	10 884	12 172	13 627	15 548	17 070	**17 867**	**05**
10 573	12 104	13 206	14 546	16 164	18 192	20 097	**22 315**	**06**
5 874	7 202	7 364	8 303	9 479	11 237	12 485	**12 868**	**07**
32	27	29	43	43	39	37	**52**	**08**
1 753	1 829	2 142	2 565	2 911	3 614	3 805	**4 563**	**09**
153	177	298	372	505	521	582	**612**	**10**
368	389	475	736	950	1 180	1 142	**814**	**11**
69	72	74	84	90	96	105	**112**	**12**
3 368	**2 996**	**4 446**	**4 297**	**6 371**	**9 219**	**10 706**	**8 978**	**13**
3 368	2 982	4 405	4 196	6 317	9 197	10 697	**8 989**	**14**
–	14	41	101	54	22	9	**–11**	**15**
39 318	**43 382**	**48 204**	**53 726**	**61 213**	**71 383**	**77 761**	**81 641**	**16**

Tableau 5

Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	**Revenu intérieur net au coût des facteurs**	**17 568**	**19 513**	**22 506**	**27 320**	**31 440**
	Plus:					
02	Transferts des administrations publiques aux particuliers, subventions d'équipement et transferts courants des non-résidents aux particuliers	2 242	2 814	3 256	4 039	4 987
03	Transferts des corporations aux particuliers	46	48	53	62	72
04	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	1 372	1 675	2 005	2 503	2 819
	Moins:					
05	Profits et autres revenus de placement incluant ajustement de la valeur des stocks	2 858	3 227	3 753	4 944	5 517
	Égale:					
06	**Revenu personnel**	**18 369**	**20 823**	**24 067**	**28 980**	**33 801**
	Moins:					
07	Impôts directs des particuliers	3 274	3 745	4 447	5 578	6 410
08	Autres transferts courants aux administrations publiques	93	88	107	97	106
	Égale:					
09	**Revenu personnel disponible**	**15 002**	**16 990**	**19 513**	**23 305**	**27 285**
	Moins:					
10	Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	13 947	15 750	18 149	21 034	24 788
11	Transferts courants aux corporations (intérêts sur la dette de consommation)	148	162	222	337	363
12	Transferts courants aux non-résidents du Canada	48	49	62	64	67
	Égale:					
13	**Épargne personnelle**	**859**	**1 029**	**1 080**	**1 870**	**2 067**
14	Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	-14	-5	34	36	-8
15	Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	873	1 034	1 046	1 834	2 075

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
36 298	**39 050**	**43 721**	**49 234**	**55 974**	**63 504**	**64 897**	**70 164**	**01**
6 071	7 060	7 916	8 417	9 588	10 941	13 286	**14 794**	**02**
83	87	98	121	138	171	128	**139**	**03**
3 222	3 661	4 220	5 256	6 326	8 513	9 928	**9 413**	**04**
6 356	6 476	7 751	9 302	10 813	11 746	10 478	**12 869**	**05**
39 318	**43 382**	**48 204**	**53 726**	**61 213**	**71 383**	**77 761**	**81 641**	**06**
7 659	9 058	9 535	10 911	12 433	14 890	16 327	**17 483**	**07**
153	177	298	372	505	521	582	**612**	**08**
31 506	**34 147**	**38 371**	**42 443**	**48 275**	**55 972**	**60 852**	**63 546**	**09**
27 701	30 690	33 376	37 326	40 864	45 477	48 899	**53 642**	**10**
368	389	475	736	950	1 180	1 142	**814**	**11**
69	72	74	84	90	96	105	**112**	**12**
3 368	**2 996**	**4 446**	**4 297**	**6 371**	**9 219**	**10 706**	**8 978**	**13**
–	14	41	101	54	22	9	**–11**	**14**
3 368	2 982	4 405	4 196	6 317	9 197	10 697	**8 989**	**15**

Tableau 6

Revenus de toutes les administrations publiques québécoises incluant les revenus perçus au Québec par l'Administration fédérale, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Impôts directs et autres transferts provenant des personnes	3 367	3 833	4 554	5 675	6 516
02	Impôts directs sur les sociétés et entreprises publiques	774	882	1 079	1 465	1 504
03	Impôts indirects	3 904	4 414	4 812	5 491	5 723
04	Autres revenus incluant imputations d'amortissement[1]	1 013	1 079	1 262	1 548	1 768
05	**Total**	**9 058**	**10 208**	**11 707**	**14 179**	**15 511**

1. Excluant les transferts intergouvernementaux.

Tableau 7

Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Dépenses en biens et services					
01	Dépenses courantes	4 454	4 929	5 815	6 911	8 096
02	Formation brute de capital	1 056	1 095	1 174	1 443	1 721
	Transferts					
03	Aux personnes	2 195	2 761	3 175	3 962	4 873
04	Autres transferts[1]	1 274	1 405	1 626	2 355	3 175
05	**Total**	**8 979**	**10 190**	**11 790**	**14 671**	**17 865**

1. Excluant les transferts intergouvernementaux.

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
7 812	9 235	9 833	11 283	12 938	15 411	16 909	**18 095**	**01**
1 393	1 315	1 575	1 886	2 306	2 151	1 558	**1 705**	**02**
6 724	7 248	7 866	8 309	9 025	11 344	12 313	**12 727**	**03**
1 999	2 279	2 663	2 991	3 532	4 143	4 746	**5 116**	**04**
17 928	**20 077**	**21 937**	**24 469**	**27 801**	**33 049**	**35 526**	**37 643**	**05**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
9 536	11 013	12 317	13 936	16 066	18 401	20 183	**21 509**	**01**
1 631	1 815	1 820	1 721	1 980	1 893	1 873	**2 078**	**02**
5 949	6 916	7 741	8 197	9 359	10 699	12 889	**14 230**	**03**
3 291	3 479	3 922	4 808	6 629	9 014	9 090	**9 260**	**04**
20 407	**23 223**	**25 800**	**28 662**	**34 034**	**40 007**	**44 135**	**47 077**	**05**

Section B

TABLEAUX SECTORIELS

Tableau 8

Compte consolidé de production: dépenses primaires au titre de la production intérieure, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires					
01	Entreprises	9 581	10 666	12 286	14 821	17 293
	Administrations provinciales et locales					
02	Effectifs civils (compte courant)	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686
03	Effectifs civils (compte capital)	29	37	41	50	47
	Administration fédérale					
04	Effectifs civils (compte courant)	311	371	397	491	602
05	Effectifs civils (compte capital)	1	3	2	3	3
06	Solde et indemnités militaires	108	115	124	138	154
07	Particuliers	505	560	649	778	860
08	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840
09	Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	192	246	347	352	438
10	Ajustement relatif aux transactions de céréales	-	-	-	-	-
11	Bénéfices et autres revenus de placement	3 029	3 503	4 419	6 038	6 263
12	Ajustements de la valeur des stocks	-170	-276	-666	-1 094	-746
	Impôts indirects					
13	Administrations provinciale et locales	2 404	2 746	3 006	3 351	3 668
14	Administration fédérale	1 500	1 668	1 806	2 140	2 055
	Moins:					
15	Subventions provinciales et locales	52	54	47	73	85
16	Subventions fédérales	156	177	234	878	1 451
	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers					
17	Particuliers et entreprises individuelles	595	677	806	1 028	1 203
18	Administrations provinciale et locales	257	292	339	438	514
19	Administration fédérale		52	58	70	82
20	Corporations, entreprises publiques	1 458	1 541	1 766	2 029	2 289
21	**Produit intérieur brut au prix du marché**	**23 620**	**26 258**	**30 006**	**35 425**	**39 715**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
19 783	21 386	23 139	25 659	28 730	32 986	33 549	**35 500**	**01**
5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 228	12 372	**12 415**	**02**
52	61	63	67	71	64	58	**64**	**03**
701	776	942	1 082	1 254	1 553	1 735	**1 897**	**04**
3	3	3	3	3	3	3	**4**	**05**
173	176	180	181	200	230	265	**279**	**06**
1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 161	2 374	**2 402**	**07**
1 820	1 958	2 165	2 329	2 596	2 885	3 391	**4 143**	**08**
402	371	557	638	603	648	672	**591**	**09**
–	–	–	–	–	–	–	–	**10**
6 880	7 380	8 957	11 168	12 535	13 477	10 219	**13 381**	**11**
-524	-904	-1 206	-1 866	-1 722	-1 731	259	**-512**	**12**
4 395	4 785	5 216	5 616	5 979	6 711	7 971	**8 589**	**13**
2 329	2 463	2 650	2 693	3 046	4 633	4 342	**4 138**	**14**
149	201	215	232	298	403	392	**366**	**15**
994	867	731	1 022	1 917	2 822	1 674	**1 368**	**16**
1 506	1 612	1 703	1 825	1 979	2 264	2 435	**2 730**	**17**
579	650	741	837	951	1 106	1 216	**1 373**	**18**
101	111	128	145	160	180	199	**222**	**19**
2 606	2 972	3 340	3 881	4 438	4 842	5 015	**4 950**	**20**
46 671	**50 575**	**56 553**	**62 977**	**70 312**	**80 015**	**84 009**	**90 432**	**21**

Tableau 9

Compte consolidé de production: recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Ventes des entreprises					
01	Aux particuliers	13 120	14 821	17 116	19 842	23 381
	Aux administrations provinciale et locales					
02	Dépenses courantes (nettes)	776	836	1 144	1 197	1 589
03	Formation brute de capital fixe	936	926	971	1 134	1 358
	A l'Administration fédérale					
04	Dépenses courantes (nettes)	364	431	387	462	469
05	Formation brute de capital fixe	104	120	163	245	301
06	Valeur de la variation matérielle des stocks	-14	9	-3	11	12
	Aux corporations et entreprises publiques					
07	Formation brute de capital fixe	2 260	2 772	3 493	4 473	5 770
08	Valeur de la variation matérielle des stocks et de céréales non agricoles	97	176	405	886	-143
	Aux entreprises individuelles					
09	Formation brute de capital fixe	871	1 041	1 292	1 775	2 069
10	Valeur de la variation matérielle des stocks et de céréales en circuit commercial	-15	-20	20	46	18
11	Balance extérieure des entreprises et erreur d'estimation	1 272	884	42	-726	-2 054
12	Ventes de services directs de main-d'oeuvre entre particuliers	505	560	649	778	860

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
5 957	28 637	31 109	34 904	38 046	42 301	45 545	**50 054**	**01**
1 663	2 152	1 980	2 468	2 800	3 018	3 343	**4 144**	**02**
1 320	1 462	1 444	1 470	1 742	1 627	1 592	**1 726**	**03**
461	599	900	886	870	1 086	1 153	**1 179**	**04**
242	274	289	160	139	174	194	**300**	**05**
14	15	21	21	25	25	26	**-16**	**06**
5 805	6 488	6 877	7 831	8 828	9 509	9 287	**8 735**	**07**
235	-109	131	1 079	-125	183	-2 230	**41**	**08**
2 655	2 720	2 541	2 835	2 811	3 069	2 561	**3 680**	**09**
24	-14	50	91	54	22	9	**-11**	**10**
-319	-1 266	236	-1 056	778	2 476	4 307	**1 944**	**11**
1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 161	2 374	**2 402**	**12**

Tableau 9 (fin)

Compte consolidé de production: recettes provenant de la production intérieure, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Ventes de services directs de main-d'oeuvre entre administrations publiques					
	Administrations provinciale et locale					
13	Compte courant	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686
14	Compte capital	29	37	41	50	47
	Administration fédérale					
15	Compte courant	419	486	521	629	756
16	Compte capital	1	3	2	3	3
	Consommation de capital propre					
17	Administrations provinciale et locales	257	292	339	438	514
18	Administration fédérale	46	52	58	70	82
19	**Produit intérieur brut au prix du marché**	**23 620**	**26 258**	**30 006**	**35 425**	**39 715**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 228	12 372	**12 415**	13
52	61	63	67	71	64	58	**64**	14
874	952	1 122	1 263	1 454	1 783	2 000	**2 176**	15
3	3	3	3	3	3	3	**4**	16
579	650	741	837	951	1 106	1 216	**1 373**	17
101	111	128	145	160	180	199	**222**	18
46 671	**50 575**	**56 553**	**62 977**	**70 312**	**80 015**	**84 009**	**90 432**	19

Tableau 10

Compte consolidé de financement du capital: épargne provenant du Québec et autres sources de financement, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Particuliers et entreprises individuelles					
01	Épargne personnelle	859	1 029	1 080	1 870	2 067
02	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	595	677	806	1 028	1 203
	Administrations provinciale et locales					
03	Épargne	639	798	568	903	736
04	Provision pour consommation de capital et ajustements divers	257	292	339	438	514
	Administration fédérale					
05	Épargne	193	-29	126	-460	-1 965
06	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	46	52	58	70	82
	Corporations et entreprises publiques					
07	Profits non distribués[1]	170	276	666	1 094	746
08	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	1 458	1 541	1 766	2 029	2 289
09	Subvention d'équipement	68	58	67	92	83
10	Ajustement de la valeur des stocks	-170	-276	-666	-1 094	-746
11	Autres sources nécessaires de financement et erreur résiduelle[2]	154	646	574	2 653	4 426
12	**Épargne utilisée au Québec**	**4 269**	**5 064**	**6 384**	**8 623**	**9 435**

1. Des difficultés conceptuelles liées aux entreprises multiprovinciales ne permettent pas actuellement d'estimer cette composante. Seuls sont inclus à ce poste les gains de capital réalisés sur les inventaires et qui sont par la suite déduits à la ligne 10.

2. Comprend: les profits non distribués d'entreprises canadiennes, l'épargne étrangère, les ventes d'actifs existants, etc.

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
3 368	2 996	4 446	4 297	6 371	9 219	10 706	**8 978**	01
1 506	1 612	1 703	1 825	1 979	2 264	2 435	**2 730**	02
-127	368	667	166	-1 102	-1 220	-434	**-418**	03
579	650	741	837	951	1 106	1 216	**1 373**	04
1 401	-2 460	-3 579	-3 620	-4 262	-5 131	-7 717	**-8 533**	05
101	111	128	145	160	180	199	**222**	06
524	904	1 206	1 866	1 722	1 731	-259	**512**	07
2 606	2 972	3 340	3 881	4 438	4 842	5 015	**4 950**	08
126	180	220	164	133	135	191	**180**	09
-524	-904	-1 206	-1 866	-1 722	-1 731	259	**-512**	10
3 592	4 471	3 753	5 862	4 880	3 281	-111	**5 009**	11
10 350	**10 900**	**11 419**	**13 557**	**13 548**	**14 676**	**11 500**	**14 491**	12

Tableau 11

Compte consolidé de financement du capital: emplois de l'épargne brute, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Formation brute de capital fixe					
01	Personnes et entreprises non constituées en société	871	1 041	1 292	1 775	2 069
02	Administrations provinciale et locales	965	963	1 012	1 184	1 405
03	Administration fédérale	105	123	165	248	304
04	Sociétés et entreprises publiques	2 260	2 772	3 493	4 473	5 770
	Valeur de la variation matérielle des stocks					
05	Personnes et entreprises non constituées en société	-15	-20	20	46	18
06	Administration fédérale	-14	9	-3	11	12
07	Sociétés et entreprises publiques	97	176	405	886	-143
08	**Total**	**4 269**	**5 064**	**6 384**	**8 623**	**9 435**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2 655	2 720	2 541	2 835	2 811	3 069	2 561	**3 680**	**01**
1 372	1 523	1 507	1 537	1 813	1 691	1 650	**1 790**	**02**
245	277	292	163	142	177	197	**272**	**03**
5 805	6 488	6 877	7 831	8 828	9 509	9 287	**8 735**	**04**
24	-14	50	91	54	22	9	**-11**	**05**
14	15	21	21	25	25	26	**-16**	**06**
235	-109	131	1 079	-125	183	-2 230	**41**	**07**
10 350	**10 900**	**11 419**	**13 557**	**13 548**	**14 676**	**11 500**	**14 491**	**08**

Tableau 12

Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - revenus, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Rémunération des salariés, soldes et indemnités militaires					
01	Des entreprises	9 581	10 666	12 286	14 821	17 293
	Administrations provinciale et locales					
02	Effectifs civils (compte courant)	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686
03	Effectifs civils (compte capital)	29	37	41	50	47
	Administration fédérale					
04	Effectifs civils (compte courant)	311	371	397	491	602
05	Effectifs civils (compte capital)	1	3	2	3	3
06	Solde et indemnités militaires	108	115	124	138	154
07	Des particuliers	505	560	649	778	860
08	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyer compris	1 390	1 456	1 541	1 628	1 840
09	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	192	246	347	352	438
10	Ajustement relatif aux transactions de céréales	-	-	-	-	-
	Intérêts, dividendes et revenus divers de placement provenant					
11	Du Canada	1 346	1 641	1 968	2 471	2 784
12	Des non-résidents du Canada	26	34	37	32	35
	Transferts courants (excluant les intérêts sur la dette publique provenant					
13	Des sociétés canadiennes en dons de charité et mauvaises créances	46	48	53	62	72

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
19 783	21 386	23 139	25 659	28 730	32 986	33 549	**35 500**	**01**
5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 228	12 372	**12 415**	**02**
52	61	63	67	71	64	58	**64**	**03**
701	776	942	1 082	1 254	1 553	1 735	**1 897**	**04**
3	3	3	3	3	3	3	**4**	**05**
173	176	180	181	200	230	265	**279**	**06**
1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 161	2 374	**2 402**	**07**
1 820	1 958	2 165	2 329	2 596	2 885	3 391	**4 143**	**08**
402	371	557	638	603	648	672	**591**	**09**
–	–	–	–	–	–	–	–	**10**
3 189	3 612	4 162	5 198	6 229	8 387	9 762	**9 257**	**11**
33	49	58	58	97	126	166	**156**	**12**
83	87	98	121	138	171	128	**139**	**13**

Tableau 12 (fin)

Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - revenus, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Des administrations publiques					
	Paiements de transferts aux particuliers					
14	Des administrations provinciale et locales	1 040	1 156	1 340	1 614	1 955
	(dont: Régime de rentes du Québec)	43	58	113	135	194
15	De l'Administration fédérale	1 155	1 605	1 835	2 348	2 918
	(dont: Régime de pensions du Canada)	1	1	2	2	2
	Subventions d'équipement					
16	Administrations provinciale et locales	2	5	22	13	32
17	Administration fédérale	-	-	-	1	12
18	Des non-résidents du Canada	45	48	59	63	70
19	**Total**	**18 369**	**20 823**	**24 067**	**28 980**	**33 801**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2 703	3 201	3 591	4 147	4 895	5 594	6 219	**6 894**	**14**
261	359	455	554	664	828	1 006	**1 222**	
3 246	3 715	4 150	4 050	4 464	5 105	6 670	**7 336**	**15**
3	4	5	6	8	10	12	**15**	
43	55	67	66	57	46	51	**51**	**16**
3	–	2	34	34	52	188	**352**	**17**
76	89	106	120	138	144	158	**161**	**18**
39 318	**43 382**	**48 204**	**53 726**	**61 213**	**71 383**	**77 761**	**81 641**	**19**

Tableau 13

Compte des revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - dépenses, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Achats de biens et services de consommation					
01	Auprès des entreprises	13 120	14 821	17 116	19 842	23 381
02	Auprès des particuliers (services directs de main-d'oeuvre)	505	560	649	778	860
03	Auprès des non-résidents du Québec	322	369	384	414	547
	Transferts courants					
	Aux administrations provinciale et locales					
04	Impôts sur le revenu	1 210	1 459	1 830	2 305	2 736
05	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	42	46	48	43	39
06	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	387	452	539	667	753
	(dont: Régime de rentes du Québec)	286	321	366	404	480
07	Autres	92	87	106	96	104
	A l'Administration fédérale					
08	Impôts sur le revenu	1 369	1 500	1 694	2 041	2 236
09	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	42	19	5	2	1
10	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	224	269	331	520	645
	(dont: Régime de pensions du Canada)	3	3	3	4	4
11	Autres	1	1	1	1	2
12	Aux corporations (intérêts sur la dette de consommation)	148	162	222	337	363
13	Aux non-résidents du Canada	48	49	62	64	67
	Épargne					
14	Des particuliers	859	1 029	1 080	1 870	2 067
15	Ajustement relatif aux transactions de céréales	-	-	-	-	-
16	**Total**	**18 369**	**20 823**	**24 067**	**28 980**	**33 801**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
25 957	28 637	31 109	34 904	38 046	42 301	45 545	**50 054**	**01**
1 150	1 294	1 475	1 636	1 873	2 161	2 374	**2 402**	**02**
594	759	792	786	945	1 015	980	**1 186**	**03**
3 135	4 275	4 586	5 019	5 521	6 813	7 697	**7 883**	**04**
29	22	25	39	43	39	37	**52**	**05**
959	993	1 219	1 655	1 893	2 153	2 341	**2 556**	**06**
575	584	704	769	937	963	1 078	**1 112**	
151	174	295	368	501	518	579	**608**	**07**
2 739	2 927	2 778	3 284	3 958	4 424	4 788	**4 985**	**08**
3	5	4	4	–	–	–	–	**09**
794	836	923	910	1 018	1 461	1 464	**2 007**	**10**
2	2	6	5	7	9	10	**10**	
2	3	3	4	4	3	3	**4**	**11**
368	389	475	736	950	1 180	1 142	**814**	**12**
69	72	74	84	90	96	105	**112**	**13**
3 368	2 996	4 446	4 297	6 371	9 219	10 706	**8 978**	**14**
–	–	–	–	–	–	–	–	**15**
39 318	**43 382**	**48 204**	**53 726**	**61 213**	**71 383**	**77 761**	**81 641**	**16**

Tableau 14

Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - ressources, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Épargne					
01	Épargne personnelle	859	1 029	1 080	1 870	2 067
	(dont: subventions d'équipement)					
	Des administrations provinciale et locales	2	5	22	13	32
	De l'Administration fédérale	-	-	-	1	12
02	Ajustement relatif aux transaction de céréales	-	-	-	-	-
03	Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	595	677	806	1 028	1 203
04	**Total**	**1 454**	**1 706**	**1 886**	**2 898**	**3 270**

Tableau 15

Compte de financement du capital des particuliers et entreprises individuelles - emplois, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Formation brute de capital fixe	871	1 041	1 292	1 775	2 069
02	Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles et céréales en circuit commercial	-15	-20	20	46	18
03	Transferts de capitaux (valeur nette des successions et des capitaux des migrants)	-69	-78	-97	-148	-135
04	Capacité de financement en valeur nette plus achat net d'actifs non financiers existants	667	763	671	1 225	1 318
05	**Total**	**1 454**	**1 706**	**1 886**	**2 898**	**3 270**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
3 368	2 996	4 446	4 297	6 371	9 219	10 706	**8 978**	01
43	55	67	66	57	46	51	**51**	
3	–	2	34	34	52	188	**352**	
–	–	–	–	–	–	–	–	02
1 506	1 612	1 703	1 825	1 979	2 263	2 435	**2 730**	03
4 874	**4 608**	**6 149**	**6 122**	**8 350**	**11 482**	**13 141**	**11 708**	04

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2 655	2 720	2 541	2 835	2 811	3 069	2 561	**3 680**	01
24	-14	50	91	54	22	9	**-11**	02
-148	-122	-98	-145	-224	-290	-278	**-192**	03
2 343	2 024	3 656	3 341	5 709	8 681	10 849	**8 231**	04
4 874	**4 608**	**6 149**	**6 122**	**8 350**	**11 482**	**13 141**	**11 708**	05

Tableau 16

Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale - revenus provenant du Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Impôts directs					
	Des particuliers et entreprises individuelles					
01	Impôts sur le revenu	1 369	1 500	1 694	2 041	2 236
02	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	42	19	5	2	1
03	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	224	269	331	520	645
	(dont: Régime de pensions du Canada)	3	3	3	4	4
	Des corporations et entreprises publiques					
04	Entreprises publiques	5	5	5	6	7
05	Corporations-perceptions	525	596	695	886	1 035
06	Corporations (excédents des impôts dus sur les impôts perçus)	39	49	68	158	29
07	Des non-résidents du Canada	76	65	65	93	113
08	Impôts indirects	1 500	1 668	1 806	2 140	2 055
09	Autres transferts courants en provenance des particuliers	1	1	1	1	2
10	Revenus de placement originant du Québec	370	380	403	461	493
	(dont: Régime de pensions du Canada)	1	1	2	3	3
11	**Total**	**4 151**	**4 552**	**5 073**	**6 308**	**6 616**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2 739	2 927	2 778	3 284	3 958	4 424	4 788	**4 985**	**01**
3	5	4	4	–	–	–	–	**02**
794	836	923	910	1 018	1 461	1 464	**2 007**	**03**
2	2	6	5	7	9	10	**10**	
7	11	13	14	32	38	67	**44**	**04**
1 072	935	979	1 155	1 427	1 454	1 053	**1 180**	**05**
-92	-28	108	130	132	22	119	**193**	**06**
122	130	141	183	242	270	286	**253**	**07**
2 329	2 463	2 650	2 693	3 046	4 633	4 342	**4 138**	**08**
2	3	3	4	4	3	3	**4**	**09**
532	616	730	738	850	970	1 178	**1 144**	**10**
6	5	5	6	7	9	10	**11**	
7 508	**7 898**	**8 329**	**9 115**	**10 709**	**13 275**	**13 300**	**13 948**	**11**

Tableau 17

Compte des revenus et dépenses de l'Administration fédérale - dépenses, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Achats nets de biens et services					
01	Auprès des entreprises	364	431	387	462	469
	Auprès de l'Administration fédérale					
02	Services directs de main-d'oeuvre	419	486	521	629	756
03	Consommation de capital propre	46	52	58	70	82
	Transferts courants de l'Administration fédérale (sans service de la dette publique)					
04	Aux particuliers	1 155	1 605	1 835	2 348	2 918
	(dont: Régime de pensions du Canada)	1	1	2	2	2
	Aux entreprises					
05	Subventions	156	177	234	878	1 451
	(dont: subventions à l'importation de pétrole)	-	-	-	539	1 046
06	Subventions d'équipement aux corporations et entreprises publiques	60	52	62	68	79
07	Subventions d'équipement aux particuliers	-	-	-	1	12
08	Intérêts sur la dette publique fédérale versés au Québec	465	517	548	610	742
09	Transferts courants aux administrations provinciale et locales	1 293	1 261	1 302	1 702	2 072
10	Épargne	193	-29	126	-460	-1 965
11	**Total**	**4 151**	**4 552**	**5 073**	**6 308**	**6 616**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
461	599	900	886	870	1 086	1 153	**1 179**	**01**
874	952	1 122	1 263	1 454	1 783	2 000	**2 176**	**02**
101	111	128	145	160	180	199	**222**	**03**
3 246	3 715	4 150	4 050	4 464	5 105	6 670	**7 336**	**04**
3	4	5	6	8	10	12	**15**	
994	867	731	1 022	1 917	2 822	1 674	**1 368**	**05**
607	482	294	471	1 136	2 059	863	**384**	
120	175	217	159	116	120	168	**160**	**06**
3	–	2	34	34	52	188	**352**	**07**
889	959	1 223	1 619	2 015	2 836	3 557	**3 697**	**08**
2 221	2 980	3 435	3 557	3 941	4 422	5 408	**5 991**	**09**
-1 401	-2 460	-3 579	-3 620	-4 262	-5 131	-7 717	**-8 533**	**10**
7 508	**7 898**	**8 329**	**9 115**	**10 709**	**13 275**	**13 300**	**13 948**	**11**

Tableau 18

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale - ressources, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000		
01	Épargne réalisée au Québec	193	-29	126	-460	-1 965
02	Provisions pour consommation de capital	46	52	58	70	82
03	**Total**	**239**	**23**	**184**	**-390**	**-1 883**

Tableau 19

Compte de financement du capital de l'Administration fédérale - emplois, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Formation brute de capital fixe					
01	Achats auprès des entreprises	104	120	163	245	301
02	Services directs de main-d'oeuvre	1	3	2	3	3
03	Valeur de la variation matérielle des stocks	-14	9	-3	11	12
04	Excédent (+) ou déficit (-)	148	-109	22	-649	-2 199
	(dont: Régime de pensions du Canada)	3	3	3	5	5
05	**Total**	**10 239**	**23**	**184**	**-390**	**-1 883**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
-1 401	-2 460	-3 579	-3 620	-4 262	-5 131	-7 717	**-8 533**	**01**
101	111	128	145	160	180	199	**222**	**02**
-1 300	**-2 349**	**-3 451**	**-3 475**	**-4 102**	**-4 951**	**-7 518**	**-8 311**	**03**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
242	274	289	160	139	174	194	**300**	**01**
3	3	3	3	3	3	3	**4**	**02**
14	15	21	21	25	25	26	**-16**	**03**
-1 559	-2 641	-3 764	-3 659	-4 269	-5 153	-7 741	**-8 599**	**04**
5	3	6	5	6	8	8	**6**	
-1 300	**-2 349**	**-3 451**	**-3 475**	**-4 102**	**-4 951**	**-7 518**	**-8 311**	**05**

Tableau 20

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales - revenus, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Impôts directs					
	Des particuliers et entreprises individuelles					
01	Impôts sur le revenu	1 210	1 459	1 830	2 305	2 736
02	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	42	46	48	43	39
03	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses d'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	387	452	539	667	753
	(dont: Régime de rentes du Québec)	286	321	366	404	480
	Des corporations					
04	Corporations - perceptions	202	227	302	367	508
05	Corporations (excédent des impôts dus sur ceux perçus)	3	5	9	48	-75
06	Impôts indirects	2 404	2 746	3 006	3 351	3 668
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	92	87	106	96	104
	Revenus de placement					
08	Bénéfices reversés par les entreprises publiques	48	58	75	83	84
09	Autres revenus de placement	216	232	322	403	482
	(dont: Régime de rentes du Québec)	105	133	163	207	265
10	Transferts provenant de l'Administration publique fédérale	1 293	1 261	1 302	1 702	2 072
11	**Total**	**5 897**	**6 573**	**7 539**	**9 065**	**10 371**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
3 135	4 275	4 586	5 019	5 521	6 813	7 697	**7 883**	**01**
29	22	25	39	43	39	37	**52**	**02**
959	993	1 219	1 655	1 893	2 153	2 341	**2 556**	**03**
575	584	704	769	937	963	1 078	**1 112**	
511	445	503	553	635	688	751	**279**	**04**
-105	-48	-28	34	80	-51	-432	**9**	**05**
4 395	4 785	5 216	5 616	5 979	6 711	7 971	**8 589**	**06**
151	174	295	368	501	518	579	**608**	**07**
88	116	138	141	172	198	210	**282**	**08**
577	656	785	947	1 157	1 419	1 657	**1 842**	**09**
326	360	456	539	654	767	889	**948**	
2 221	2 980	3 435	3 557	3 941	4 422	5 408	**5 991**	**10**
11 961	**14 398**	**16 174**	**17 929**	**19 922**	**22 910**	**26 219**	**28 091**	**11**

Tableau 21

Compte des revenus et dépenses des administrations provinciale et locales - dépenses, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Achats nets de biens et services					
01	Auprès des entreprises	776	836	1 144	1 197	1 589
	Auprès des administrations provinciale et locales					
02	Services directs de main-d'oeuvre	2 592	2 832	3 366	4 115	4 686
03	Consommation de capital propre	257	292	339	438	514
	Transferts courants des administrations provinciale et locales (sans le service de la dette publique)					
04	Aux particuliers	1 040	1 156	1 340	1 614	1 955
	(dont: Régime de rentes du Québec)	43	58	113	135	194
	Aux entreprises					
05	Subventions	52	54	47	73	85
06	Subventions d'équipement aux corporatione et entreprises publiques	8	6	5	24	4
07	Subventions d'équipement aux particuliers	2	5	22	13	32
08	Intérêts sur la dette publique	531	594	708	688	770
09	Épargne	639	798	568	903	736
10	**Total**	**5 897**	**6 573**	**7 539**	**9 065**	**10 371**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
1 663	2 152	1 980	2 468	2 800	3 018	3 343	**4 144**	**01**
5 858	6 549	7 446	8 337	9 831	11 228	12 372	**12 415**	**02**
579	650	741	837	951	1 106	1 216	**1 373**	**03**
2 703	3 201	3 591	4 147	4 895	5 594	6 219	**6 894**	**04**
261	359	455	554	664	828	1 006	**1 222**	
149	201	215	232	298	403	392	**366**	**05**
6	5	3	5	17	15	23	**20**	**06**
43	55	67	66	57	46	51	**51**	**07**
1 087	1 217	1 464	1 671	2 175	2 720	3 037	**3 246**	**08**
-127	368	667	166	-1 102	-1 220	-434	**-418**	**09**
11 961	**14 398**	**16 174**	**17 929**	**19 922**	**22 910**	**26 219**	**28 091**	**10**

Tableau 22

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales - ressources, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Épargne	639	798	568	903	736
02	Provisions pour consommation de capital	257	292	339	438	514
03	**Total**	**896**	**1 090**	**907**	**1 341**	**1 250**

Tableau 23

Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales - emplois, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Formation brute de capital fixe					
01	Achats auprès des entreprises	936	926	971	1 134	1 358
02	Services directs de main-d'oeuvre	29	37	41	50	47
03	Excédent (+) ou déficit (-) des stocks	-69	127	-105	157	-155
	(dont: Régime de rentes du Québec)	340	385	404	461	530
04	**Total**	**896**	**1 090**	**907**	**1 341**	**1 250**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
-127	368	667	166	-1 102	-1 220	-434	**-418**	**01**
579	650	741	837	951	1 106	1 216	**1 373**	**02**
452	**1 018**	**1 408**	**1 003**	**-151**	**-114**	**782**	**955**	**03**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
1 320	1 462	1 444	1 470	1 742	1 627	1 592	**1 726**	**01**
52	61	63	67	71	64	58	**64**	**02**
-920	-505	-99	-534	-1 964	-1 805	-868	**-835**	**03**
621	563	678	730	898	871	914	**793**	
452	**1 018**	**1 408**	**1 003**	**-151**	**-114**	**782**	**955**	**04**

Section C

LA RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET AUTRES AGRÉGATS

Tableau 28

Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Agriculture	352	409	545	593	704
02	Forêts	142	147	212	300	285
03	Pêche et piégeage	8	8	10	12	13
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	389	383	528	644	583
05	Industries manufacturières	5 138	5 701	6 454	7 892	8 504
06	Construction	1 167	1 316	1 581	2 146	2 822
07	Transports	1 242	1 314	1 484	1 738	1 954
08	Entreposage	27	24	32	36	45
09	Communications	582	677	753	846	942
10	Électricité, gaz et eau	586	603	707	870	1 085
11	Commerce de gros	1 093	1 260	1 416	1 771	1 982
12	Commerce de détail	1 352	1 557	1 757	2 031	2 511
13	Finances, assurances et affaires immobilières	2 377	2 593	2 852	3 300	3 964
14	Administration publique et défense	1 288	1 483	1 685	2 080	2 523
15	Services	4 181	4 600	5 459	6 626	7 611
16	**Total**	**19 924**	**22 075**	**25 475**	**30 885**	**35 528**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
723	756	1 003	1 204	1 281	1 430	1 537	**1 405**	01
272	314	326	364	463	532	547	**444**	02
16	23	32	44	49	57	60	**58**	03
800	873	860	1 118	1 451	1 545	1 451	**1 201**	04
9 358	9 957	11 243	13 386	15 350	17 314	14 868	**16 871**	05
2 742	2 884	2 836	2 799	3 039	3 646	3 489	**3 324**	06
2 144	2 361	2 651	2 854	3 343	3 746	4 081	**4 385**	07
78	73	86	109	126	140	147	**155**	08
1 094	1 288	1 422	1 579	1 802	1 993	2 313	**2 410**	09
1 221	1 430	1 785	2 173	2 382	2 362	3 098	**3 495**	10
2 320	2 271	2 486	2 894	3 110	3 417	3 453	**3 789**	11
2 948	3 027	3 294	3 798	4 298	4 715	4 652	**5 110**	12
4 995	5 479	6 178	6 356	6 742	7 936	9 015	**10 790**	13
3 078	3 385	3 892	4 332	5 214	5 925	6 649	**7 128**	14
9 301	10 274	11 539	12 912	14 852	17 138	18 402	**18 874**	15
41 090	**44 395**	**49 633**	**55 922**	**63 502**	**71 896**	**73 762**	**79 439**	16

Tableau 29

Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires, par activité économique, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Agriculture	49	53	62	70	91
02	Forêts	153	160	201	257	280
03	Pêche et piégeage	3	3	3	4	4
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	234	233	291	383	433
05	Industries manufacturières	3 700	4 029	4 544	5 330	6 002
06	Construction	892	1 010	1 180	1 588	2 089
07	Transports	914	985	1 133	1 328	1 465
08	Entreposage	11	12	14	15	16
09	Communications	359	403	460	552	616
10	Électricité, gaz et eau	177	195	224	271	300
11	Commerce de gros	758	867	997	1 187	1 380
12	Commerce de détail	939	1 074	1 236	1 470	1 754
13	Finances, assurances et affaires immobilières	753	885	1 065	1 284	1 507
14	Administration publique et défense	1 084	1 249	1 410	1 720	2 097
15	Services	3 101	3 426	4 045	4 937	5 611
16	**Total**	**13 127**	**14 584**	**16 865**	**20 396**	**23 645**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
116	138	155	172	191	215	234	**251**	**01**
279	292	309	366	365	445	406	**375**	**02**
4	6	8	11	12	16	18	**19**	**03**
539	585	567	695	798	880	781	**754**	**04**
6 820	7 367	8 127	9 076	9 983	11 621	11 471	**12 275**	**05**
1 965	2 123	2 084	1 923	2 046	2 419	2 127	**2 077**	**06**
1 687	1 872	2 079	2 276	2 731	3 082	3 372	**3 546**	**07**
36	39	49	57	68	77	84	**89**	**08**
759	865	938	1 053	1 265	1 430	1 566	**1 646**	**09**
391	415	483	622	746	842	922	**970**	**10**
1 621	1 737	1 881	2 061	2 289	2 558	2 591	**2 802**	**11**
2 115	2 218	2 353	2 665	2 960	3 309	3 351	**3 624**	**12**
1 784	1 969	2 211	2 534	2 825	3 242	3 599	**3 820**	**13**
2 603	2 849	3 282	3 647	4 437	5 016	5 652	**6 003**	**14**
7 001	7 770	8 722	9 807	11 246	13 073	14 182	**14 310**	**15**
27 720	**30 245**	**33 248**	**36 965**	**41 962**	**48 225**	**50 356**	**52 561**	**16**

Tableau 30

Bénéfices et autres revenus de placement, par activité économique, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Agriculture	48	44	61	74	76
02	Forêts	-	1	1	2	1
03	Pêche et piégeage	-	-	-	-	-
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	76	53	119	130	6
05	Industries manufacturières	953	1 236	1 658	2 438	2 070
06	Construction	134	144	191	270	413
07	Transports	112	87	90	117	138
08	Entreposage	8	7	11	13	19
09	Communications	128	167	171	155	164
10	Électricité, gaz et eau	299	283	357	465	633
11	Commerce de gros	228	300	404	611	539
12	Commerce de détail	149	197	233	315	342
13	Finances, assurances et affaires immobilières	714	795	870	1 103	1 437
14	Administration publique et défense	-	-	-	-	-
15	Services	180	189	253	345	425
16	**Total**	**3 029**	**3 503**	**4 419**	**6 038**	**6 263**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
74	100	125	201	247	298	347	**270**	01
13	13	17	26	35	41	55	**33**	02
3	4	5	8	11	15	18	**12**	03
89	93	89	214	340	349	318	**141**	04
1 880	2 011	2 650	4 098	4 964	5 102	1 112	**3 135**	05
396	355	347	443	556	727	866	**698**	06
83	88	123	102	84	122	98	**179**	07
27	18	20	33	37	40	38	**40**	08
141	204	243	262	232	231	389	**393**	09
655	804	1 037	1 225	1 261	1 112	1 726	**1 998**	10
532	470	594	862	804	827	695	**662**	11
316	339	461	619	833	768	561	**666**	12
2 189	2 386	2 668	2 441	2 332	2 870	3 128	**4 195**	13
–	–	–	–	–	–	–	–	14
482	495	578	634	799	975	868	**959**	15
6 880	**7 380**	**8 957**	**11 168**	**12 535**	**13 477**	**10 219**	**13 381**	16

Tableau 31

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	Agriculture	192	246	347	352	438
02	Forêts	3	4	5	6	6
03	Pêche et piégeage	3	3	5	6	6
04	Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	1	1	2	2	3
05	Industries manufacturières	27	30	37	42	40
06	Construction	91	109	142	201	202
07	Transports	41	51	58	68	88
08	Entreposage	-	-	-	-	-
09	Communications	-	-	-	-	-
10	Électricité, gaz et eau	-	-	-	-	-
11	Commerce de gros	79	86	78	94	105
12	Commerce de détail	182	195	213	232	289
13	Finances, assurances et affaires immobilières	387	344	300	190	221
14	Administration publique et défense	-	-	-	-	-
15	Services	576	633	701	787	880
16	**Total**	**1 582**	**1 702**	**1 888**	**1 980**	**2 278**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
402	371	557	638	603	648	672	**591**	**01**
2	8	9	9	11	13	13	**19**	**02**
7	10	16	22	23	22	20	**23**	**03**
2	3	4	5	9	8	7	**7**	**04**
40	52	53	56	71	85	82	**89**	**05**
237	240	233	239	215	242	215	**254**	**06**
95	91	108	115	112	111	104	**115**	**07**
–	–	–	–	–	–	–	–	**08**
–	–	–	–	–	–	–	–	**09**
–	–	–	–	–	–	–	–	**10**
123	128	139	147	174	187	173	**180**	**11**
314	342	357	439	424	467	472	**502**	**12**
11	-8	26	-22	57	104	462	**930**	**13**
–	–	–	–	–	–	–	–	**14**
989	1 092	1 220	1 319	1 500	1 646	1 843	**2 024**	**15**
2 222	**2 329**	**2 722**	**2 967**	**3 189**	**3 533**	**4 063**	**4 734**	**16**

Section D

TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Tableau 43

Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Recettes					
01	Impôts directs touchant les personnes	3 274	3 745	4 447	5 578	6 410
02	Fédéraux	1 632	1 785	2 027	2 559	2 878
03	Provinciaux	1 353	1 636	2 051	2 611	3 048
04	Municipaux	-	-	-	-	-
05	Régime de pensions du Canada	3	3	3	4	4
06	Régime de rentes du Québec	286	321	366	404	480
07	Impôts directs touchant les sociétés et les entreprises gouvernementales	774	882	1 079	1 465	1 504
08	Fédéraux	569	650	768	1 050	1 071
09	Provinciaux	205	232	311	415	433
10	Impôts fédéraux touchant les non-résidents	76	65	65	93	113
11	Impôts indirects	3 904	4 414	4 812	5 491	5 723
12	Fédéraux	1 500	1 668	1 806	2 140	2 055
13	Provinciaux	1 354	1 554	1 718	2 020	2 158
14	Municipaux	1 050	1 192	1 288	1 331	1 510
15	Autres transferts courants provenant des particuliers	93	88	107	97	106
16	A l'Administration fédérale	1	1	1	1	2
17	A l'Administration provinciale	62	53	70	66	72
18	Aux administrations locales	28	32	34	29	32
19	Aux hôpitaux	2	2	2	1	-
20	Revenus de placement	634	670	800	947	1 059
21	Administration fédérale	369	379	401	458	490
22	Administration provinciale	144	137	210	253	276
23	Administrations locales	14	18	23	24	24
24	Hôpitaux	1	2	1	2	1
25	Régime de pensions du Canada	1	1	2	3	3
26	Régime de rentes du Québec	105	133	163	207	265
27	Transferts courants provenant des autres niveaux d'administration publique	3 131	3 362	3 593	4 496	5 587
	A la province en provenance	1 288	1 241	1 284	1 674	2 052
28	De l'Administration fédérale	1 273	1 225	1 277	1 668	2 043
29	Des administrations locales	15	16	7	6	9

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
7 659	9 058	9 535	10 911	12 433	14 890	16 327	**17 483**	01
3 534	3 766	3 699	4 193	4 969	5 876	6 242	**6 982**	02
3 548	4 706	5 126	5 944	6 520	8 042	8 997	**9 379**	03
–	–	–	–	–	–	–	–	04
2	2	6	5	7	9	10	**10**	05
575	584	704	769	937	963	1 078	**1 112**	06
1 393	1 315	1 575	1 886	2 306	2 151	1 558	**1 705**	07
987	918	1 100	1 299	1 591	1 514	1 239	**1 417**	08
406	397	475	587	715	637	319	**288**	09
122	130	141	183	242	270	286	**253**	10
6 724	7 248	7 866	8 309	9 025	11 344	12 313	**12 727**	11
2 329	2 463	2 650	2 693	3 046	4 633	4 342	**4 138**	12
2 602	2 737	2 959	3 055	3 402	4 007	4 858	**5 294**	13
1 793	2 048	2 257	2 561	2 577	2 704	3 113	**3 295**	14
153	177	298	372	505	521	582	**612**	15
2	3	3	4	4	3	3	**4**	16
101	118	248	313	423	450	500	**523**	17
43	49	47	55	78	68	79	**85**	18
7	7	–	–	–	–	–	–	19
1 197	1 388	1 653	1 826	2 179	2 587	3 045	**3 268**	20
526	611	725	732	843	961	1 168	**1 133**	21
310	381	421	507	627	809	932	**1 131**	22
26	27	42	35	40	34	37	**36**	23
3	4	4	7	8	7	9	**9**	24
6	5	5	6	7	9	10	**11**	25
326	360	456	539	654	767	889	**948**	26
6 100	8 207	8 484	9 061	10 324	11 490	13 095	**13 959**	27
2 175	2 901	3 346	3 483	3 877	4 345	5 346	**5 927**	
2 175	2 901	3 346	3 481	3 873	4 342	5 341	**5 922**	28
–	–	–	2	4	3	5	**5**	29

Tableau 43 (suite)

Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration, Québec 1971-1985

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Aux administrations locales en provenance	1 009	1 158	1 296	1 533	2 103
30	De l'Administration fédérale	20	36	25	34	29
31	De l'Administration provinciale	989	1 122	1 271	1 499	2 074
	Aux hôpitaux, en provenance	834	963	1 013	1 289	1 432
32	De l'Administration provinciale	834	963	1 013	1 289	1 432
33	Des administrations locales	-	-	-	-	-
34	Recettes totales	11 886	13 226	14 903	18 167	20 502
35	Administration fédérale	4 147	4 548	5 068	6 301	6 609
36	Administration provinciale	4 406	4 853	5 644	7 039	8 039
37	Administrations locales	2 101	2 400	2 641	2 917	3 669
38	Hôpitaux	837	967	1 016	1 292	1 433
39	Régime de pensions du Canada	4	4	5	7	7
40	Régime de rentes du Québec	391	454	529	611	745
	Dépenses courantes					
41	Dépenses courantes en biens et services	4 454	4 929	5 815	6 911	8 096
42	Administration fédérale	829	969	966	1 161	1 307
43	Administration provinciale	1 108	1 230	1 578	1 890	2 394
44	Administrations locales	1 728	1 865	2 270	2 638	3 034
45	Hôpitaux	781	854	989	1 207	1 340
46	Régime de pensions du Canada	-	-	-	-	-
47	Régime de rentes du Québec	8	11	12	15	21
48	Transferts aux particuliers, en provenance	2 195	2 761	3 175	3 962	4 873
49	De l'Administration fédérale	1 154	1 604	1 833	2 346	2 916
50	De l'Administration provinciale	997	1 098	1 227	1 479	1 761
51	Des administrations locales	-	-	-	-	-
52	Régime de pensions du Canada	1	1	2	2	2
53	Régime de rentes du Québec	43	58	113	135	194
54	Subventions	208	231	281	951	1 536
55	Fédérales	156	177	234	878	1 451
	(dont: subventions à l'importation du pétrole)	-	-	-	539	1 046
56	Provinciales	52	54	47	73	85

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2 234	3 208	3 090	3 298	4 068	4 424	4 587	**4 780**	
46	79	89	76	68	80	67	**69**	**30**
2 188	3 129	3 001	3 222	4 000	4 344	4 520	**4 711**	**31**
1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 721	3 162	**3 252**	
1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 721	3 162	**3 252**	**32**
–	–	–	–	–	–	–	–	**33**
23 348	27 523	29 552	32 548	37 014	43 253	47 206	**50 007**	**34**
7 500	7 891	8 318	9 104	10 695	13 257	13 280	**13 927**	**35**
9 142	11 240	12 575	13 889	15 564	18 290	20 952	**22 542**	**36**
4 096	5 332	5 436	5 949	6 763	7 230	7 816	**8 196**	**37**
1 701	2 109	2 052	2 287	2 387	2 728	3 171	**3 261**	**38**
8	7	11	11	14	18	20	**21**	**39**
901	944	1 160	1 308	1 591	1 730	1 967	**2 060**	**40**
9 536	11 013	12 317	13 936	16 066	18 401	20 283	**21 509**	**41**
1 436	1 662	2 150	2 294	2 484	3 049	3 352	**3 577**	**42**
2 819	3 485	3 679	4 551	5 475	6 056	6 868	**7 189**	**43**
3 591	4 064	4 459	4 882	5 539	6 381	6 929	**7 632**	**44**
1 671	1 780	2 002	2 185	2 539	2 884	3 087	**3 066**	**45**
–	–	–	–	–	–	–	–	**46**
19	22	27	24	29	31	47	**45**	**47**
5 949	6 916	7 741	8 197	9 359	10 699	12 889	**14 230**	**48**
3 243	3 711	4 145	4 044	4 456	5 095	6 658	**7 321**	**49**
2 442	2 842	3 136	3 593	4 231	4 766	5 213	**5 672**	**50**
–	–	–	–	–	–	–	–	**51**
3	4	5	6	8	10	12	**15**	**52**
261	359	455	554	664	828	1 006	**1 222**	**53**
1 143	1 068	946	1 254	2 215	3 225	2 066	**1 734**	**54**
994	867	731	1 022	1 917	2 822	1 674	**1 368**	**55**
607	482	294	471	1 136	2 059	863	**384**	
149	201	215	232	298	403	392	**366**	**56**

Tableau 43(suite)

Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
57	Subventions d'équipement	70	63	89	106	127
58	Fédérales	60	52	62	69	91
59	Provinciales	10	11	27	37	36
60	Transferts courants aux non-résidents en provenance du fédéral	-	-	-	-	-
61	Services de la dette publique	996	1 111	1 256	1 298	1 512
62	Administration fédérale	465	517	548	610	742
63	Administration provinciale	225	272	339	344	411
64	Administrations locales	290	301	344	317	328
65	Hôpitaux	16	21	25	27	31
66	Transferts courants aux autres niveaux d'administration publique	3 131	3 362	3 593	4 496	5 587
	De l'Administration fédérale	1 293	1 261	1 302	1 702	2 072
67	A l'Administration provinciale	1 273	1 225	1 277	1 668	2 043
68	Aux administrations locales	20	36	25	34	29
	De l'Administration provinciale	1 823	2 085	2 284	2 788	3 506
69	Aux administrations locales	989	1 122	1 271	1 499	2 074
70	Aux hôpitaux	834	963	1 013	1 289	1 432
	Des administrations locales	15	16	7	6	9
71	A l'Administration provinciale	15	16	7	6	9
72	Aux hôpitaux	-	-	-	-	-
73	Total des dépenses courantes	11 054	12 457	14 209	17 724	21 731
74	Administration fédérale	3 957	4 580	4 945	6 766	8 579
75	Administration provinciale	4 215	4 750	5 502	6 611	8 193
76	Administrations locales	2 033	2 182	2 621	2 961	3 371
77	Hôpitaux	797	875	1 014	1 234	1 371
78	Régime de pensions du Canada	1	1	2	2	2
79	Régime de rentes du Québec	51	69	125	150	215
80	Épargne (recettes totales moins total des dépenses courantes)	832	769	694	443	-1 229
81	Administration fédérale	190	-32	123	-465	-1 970
82	Administration provinciale	191	103	142	428	-154
83	Administrations locales	68	218	20	-44	298
84	Hôpitaux	40	92	2	58	62

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
172	235	289	264	224	233	430	**583**	**57**
123	175	219	193	150	172	356	**512**	**58**
49	60	70	71	74	61	74	**71**	**59**
–	–	–	–	–	–	–	–	**60**
1 976	2 176	2 687	3 290	4 190	5 556	6 594	**6 943**	**61**
889	959	1 223	1 619	2 015	2 836	3 557	**3 697**	**62**
556	589	766	894	1 276	1 796	1 970	**2 030**	**63**
491	589	660	728	846	837	964	**1 095**	**64**
40	39	38	49	53	87	103	**121**	**65**
6 100	8 207	8 484	9 061	10 324	11 490	13 095	**13 959**	**66**
2 221	2 980	3 435	3 557	3 941	4 422	5 408	**5 991**	
2 175	2 901	3 346	3 481	3 873	4 342	5 341	**5 922**	**67**
46	79	89	76	68	80	67	**69**	**68**
3 879	5 227	5 049	5 502	6 379	7 065	7 682	**7 963**	
2 188	3 129	3 001	3 222	4 000	4 344	4 520	**4 711**	**69**
1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 721	3 162	**3 252**	**70**
–	–	–	2	4	3	5	**5**	
–	–	–	2	4	3	5	**5**	**71**
–	–	–	–	–	–	–	–	**72**
24 876	29 615	32 464	36 002	42 378	49 604	55 357	**58 958**	**73**
8 906	10 354	11 903	12 729	14 963	18 396	21 005	**22 466**	**74**
9 894	12 404	12 915	14 843	17 733	20 147	22 199	**23 291**	**75**
4 082	4 653	5 119	5 612	6 389	7 221	7 898	**8 732**	**76**
1 711	1 819	2 040	2 234	2 592	2 971	3 190	**3 187**	**77**
3	4	5	6	8	10	12	**15**	**78**
280	381	482	578	693	859	1 053	**1 267**	**79**
-1 528	-2 092	-2 912	-3 454	-5 364	-6 351	-8 151	**-8 951**	**80**
-1 406	-2 463	-3 585	-3 625	-4 268	-5 139	-7 725	**-8 539**	**81**
-752	-1 164	-340	-954	-2 169	-1 857	-1 247	**-749**	**82**
14	679	317	337	374	9	-82	**-536**	**83**
-10	290	12	53	-205	-243	-19	**74**	**84**

Tableau 43 (fin)

Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, par niveau d'administration, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
85	Régime de pensions du Canada	3	3	3	5	5
86	Régime de rentes du Québec	340	385	404	461	530
	Excédent ou déficit sur la base des comptes nationaux					
	Épargne (établie ci-dessus)					
	Plus:					
87	Provisions pour consommation de capital	303	344	397	508	596
88	Administration fédérale	46	52	58	70	82
89	Administration provinciale	104	118	143	196	231
90	Administrations locales	117	136	154	193	228
91	Hôpitaux	36	38	42	49	55
92	Moins: Formation brute de capital	1 056	1 095	1 174	1 443	1 721
93	Administration fédérale	91	132	162	259	316
94	Administration provinciale	446	471	438	512	715
95	Administrations locales	461	449	524	598	612
96	Hôpitaux	58	43	50	74	78
97	Égale: Excédent (+) ou déficit (-)	79	18	-83	-492	-2 354
98	Administration fédérale	145	-112	19	-654	-2 204
99	Administration provinciale	-151	-250	-153	112	-638
100	Administrations locales	-276	-95	-350	-449	-86
101	Hôpitaux	18	87	-6	33	39
102	Régime de pensions du Canada	3	3	3	5	5
103	Régime de rentes du Québec	340	385	404	461	530

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
5	3	6	5	6	8	8	6	85
621	563	678	730	898	871	914	793	86
680	761	869	982	1 111	1 286	1 415	1 595	87
101	111	128	145	160	180	199	222	88
251	278	314	355	412	495	542	618	89
270	309	354	400	452	517	573	647	90
58	63	73	82	87	94	101	108	91
1 631	1 815	1 820	1 721	1 980	1 893	1 873	2 078	92
259	292	313	184	167	202	223	288	93
521	517	580	674	706	718	653	736	94
780	944	859	849	1 098	964	981	1 035	95
71	62	68	14	9	9	16	19	96
-2 479	-3 146	-3 863	-4 193	-6 233	-6 958	-8 609	-9 434	97
-1 564	-2 644	-3 770	-3 664	-4 275	-5 161	-7 749	-8 605	98
-1 022	-1 403	-606	-1 273	-2 463	-2 080	-1 358	-867	99
-496	44	-188	-112	-272	-438	-490	-924	100
-23	291	17	121	-127	-158	66	163	101
5	3	6	5	6	8	8	6	102
621	563	678	730	898	871	914	793	103

Tableau 44

Impôts directs des particuliers, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administration fédérale					
01	Impôts sur le revenu	1 369	1 500	1 694	2 041	2 236
02	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	42	19	5	2	1
03	Cotisations des employeurs et des salariés aux régimes de pensions de la fonction publique	75	86	95	118	138
04	Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-chômage	146	180	233	398	503
05	**Total: Administration fédérale**	**1 632**	**1 785**	**2 027**	**2 559**	**2 878**
	Administration provinciale					
06	Impôts sur le revenu	1 210	1 459	1 830	2 305	2 736
07	Droits successoraux	42	46	48	43	39
08	Cotisations des employeurs et des salariés aux régimes de pensions de la fonction publique	39	43	53	103	75
09	Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance contre les accidents du travail	62	88	120	160	198
10	Cotisations des employeurs et des salariés aux caisses industrielles de congés annuels	-	-	-	-	-
11	**Total: Administration provinciale**	**1 353**	**1 636**	**2 051**	**2 611**	**3 048**
12	Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada	3	3	3	4	4
13	Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec	286	321	366	404	480
14	**Total général**	**3 274**	**3 745**	**4 447**	**5 578**	**6 410**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2 739	2 927	2 778	3 284	3 958	4 424	4 788	**4 985**	01
3	5	4	4	–	–	–	–	02
156	173	192	195	224	286	297	**308**	03
636	661	725	710	787	1 166	1 157	**1 689**	04
3 534	**3 766**	**3 699**	**4 193**	**4 969**	**5 876**	**6 242**	**6 982**	05
3 135	4 275	4 586	5 019	5 521	6 813	7 697	**7 883**	06
29	22	25	39	43	39	37	**52**	07
87	120	143	458	488	608	685	**822**	08
297	289	372	428	468	582	578	**622**	09
–	–	–	–	–	–	–	–	10
3 548	**4 706**	**5 126**	**5 944**	**6 520**	**8 042**	**8 997**	**9 379**	11
2	2	6	5	7	9	10	**10**	12
575	584	704	769	937	963	1 078	**1 112**	13
7 659	**9 053**	**9 535**	**10 911**	**12 433**	**14 890**	**16 327**	**17 483**	14

Tableau 45

Impôts directs des corporations et entreprises publiques, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administration fédérale					
	Impôts sur le revenu					
01	Corporations	564	645	763	1 044	1 064
02	Entreprises publiques	5	5	5	6	7
03	**Total: Administration fédérale**	**569**	**650**	**768**	**1 050**	**1 071**
	Administration provinciale					
04	Impôts sur le revenu	187	220	294	388	377
05	Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	18	12	17	27	56
06	**Total: Administration provinciale**	**205**	**232**	**311**	**415**	**433**
07	**Total général**	**774**	**882**	**1 079**	**1 465**	**1 504**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
981	907	1 087	1 283	1 559	1 476	1 172	**1 350**	**01**
6	11	13	16	32	38	67	**67**	**02**
987	**918**	**1 100**	**1 299**	**1 591**	**1 514**	**1 239**	**1 417**	**03**
381	356	433	545	673	594	275	**242**	**04**
25	41	42	42	42	43	44	**46**	**05**
406	397	475	587	715	637	319	**288**	**06**
1 393	**1 315**	**1 575**	**1 886**	**2 306**	**2 151**	**1 558**	**1 705**	**07**

Tableau 46

Impôts indirects, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Administration fédérale					
01	Banques et sociétés d'assurances	-	-	-	-	-
02	Droits de douanes à l'importation	279	328	366	485	507
03	Droits d'accise	225	232	244	292	360
04	Taxes d'accise et divers	996	1 108	1 196	1 363	1 188
05	Frais d'exportation du pétrole	-	-	-	-	-
06	**Total: Administration fédérale**	**1 500**	**1 668**	**1 806**	**2 140**	**2 055**
	Administration provinciale					
07	Taxes sur les divertissements	13	15	15	17	20
08	Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	69	85	67	61	58
09	Taxes sur l'essence	305	332	371	390	412
10	Véhicules automobiles - licences et permis	61	58	78	69	92
11	Autres licences, droits et permis	30	29	24	40	31
12	Taxes diverses sur les ressources naturelles	4	5	5	4	5
13	Taxe foncière	-	-	-	-	-
14	Taxe sur les ventes au détail (boissons alcooliques et tabac compris)	665	785	881	1 094	1 182
15	Bénéfices de la Société des alcools	94	106	122	135	151
16	Divers	113	139	155	210	207
17	**Total: Administration provinciale**	**1 354**	**1 554**	**1 718**	**2 020**	**2 158**
	Administrations locales					
18	Taxes sur les divertissements	9	9	10	12	11
19	Licences, droits et permis	9	10	9	10	14
20	Taxe immobilière et mobilière	927	1 075	1 160	1 183	1 308
21	Taxe sur les ventes au détail	-	-	-	-	-
22	Divers	105	98	109	126	177
23	**Total: administrations locales**	**1050**	**1 192**	**1 288**	**1 331**	**1 510**
24	**Total général**	**3 904**	**4 414**	**4 812**	**5 491**	**5 723**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
–	–	–	–	–	–	–	–	01
544	579	652	745	719	780	668	769	02
351	396	393	341	429	540	585	647	03
1 434	1 488	1 605	1 607	1 898	3 282	3 071	2 697	04
–	–	–	–	–	31	18	25	05
2 329	**2 463**	**2 650**	**2 693**	**3 046**	**4 633**	**4 342**	**4 138**	06
21	24	25	31	39	41	40	39	07
95	58	99	112	119	284	225	177	08
432	442	461	451	503	625	1 198	1 319	09
109	137	252	190	221	186	206	218	10
46	50	80	90	83	111	115	117	11
6	8	5	4	3	5	2	3	12
–	–	–	12	4	–	–	–	13
1 473	1 547	1 568	1 703	1 855	2 060	2 313	2 592	14
170	190	175	166	196	224	271	316	15
250	281	294	296	379	471	488	513	16
2 602	**2 737**	**2 959**	**3 055**	**3 402**	**4 007**	**4 858**	**5 294**	17
16	16	16	14	19	19	21	22	18
11	11	11	12	14	13	15	17	19
1 557	1 794	1 985	2 288	2 152	2 278	2 586	2 740	20
–	–	–	–	–	–	–	–	21
209	227	245	247	392	394	491	516	22
1 793	**2 048**	**2 257**	**2 561**	**2 577**	**2 704**	**3 113**	**3 295**	23
6 724	**7 248**	**7 866**	**8 309**	**9 025**	**11 344**	**12 313**	**12 727**	24

Tableau 47

Autres transferts courants des particuliers aux administrations publiques, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
01	A l'Administration fédérale	1	1	1	1	2
	A l'Administration provinciale					
02	Licences et permis des véhicules automobiles	49	42	55	48	58
03	Primes d'assurances hospitalières et médicales	-	-	-	-	-
04	Divers	13	11	15	18	14
05	**Total: Administration provinciale**	**62**	**53**	**70**	**66**	**72**
06	Aux administrations locales	28	32	34	29	32
07	Aux hôpitaux	2	2	2	1	-
08	**Total général**	**93**	**88**	**107**	**97**	**106**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2	3	3	4	4	3	3	**4**	**01**
77	95	219	283	389	406	420	**446**	**02**
–	–	–	–	–	–	–	–	**03**
24	23	29	30	34	44	80	**77**	**04**
101	**118**	**248**	**313**	**423**	**450**	**500**	**523**	**05**
43	49	47	55	78	68	79	**85**	**06**
7	7	–	–	–	–	–	–	**07**
153	**177**	**298**	**372**	**505**	**521**	**582**	**612**	**08**

Tableau 48

Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Administration fédérale					
01	Intérêts sur les fonds publics détenus	63	72	82	100	124
02	Intérêts sur les prêts, avances et placements	182	161	197	233	272
03	Sommes reversées par les entreprises publiques	124	146	122	125	94
04	Redevances	-	-	-	-	-
05	**Total: Administration fédérale**	**369**	**379**	**401**	**458**	**490**
	Administration provinciale					
06	Intérêts sur les fonds publics détenus	23	21	24	32	37
07	Intérêts sur les prêts, avances et placements	67	56	111	140	144
08	Sommes reversées par les entreprises publiques	35	41	53	60	61
09	Redevances	19	19	22	21	34
10	**Total: Administration provinciale**	**144**	**137**	**210**	**253**	**276**
	Administrations locales					
11	Intérêts sur les fonds publics détenus	-	-	-	-	-
12	Intérêts sur les prêts, avances et placements	1	1	1	1	1
13	Sommes reversées par les entreprises publiques	13	17	22	23	23
14	**Total: administrations locales**	**14**	**18**	**23**	**24**	**24**
15	Hôpitaux	1	2	1	2	1
16	Régime de pensions du Canada	1	1	2	3	3
17	Régime de rentes du Québec	105	133	163	207	265
18	**Total général**	**634**	**670**	**800**	**947**	**1 059**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
150	176	225	278	337	420	513	**593**	01
337	354	388	390	410	452	446	**436**	02
39	81	112	64	96	89	209	**104**	03
–	–	–	–	–	–	–	–	04
526	**611**	**725**	**732**	**843**	**961**	**1 168**	**1 133**	05
50	61	76	98	133	188	250	**330**	06
172	203	208	252	325	391	451	**501**	07
64	92	98	108	135	167	177	**249**	08
24	25	39	49	34	63	54	51	09
310	**381**	**421**	**507**	**627**	**809**	**932**	**1 131**	10
–	1	–	–	–	–	–	–	11
2	2	2	2	3	3	4	**3**	12
24	24	40	33	37	31	33	**33**	13
26	**27**	**42**	**35**	**40**	**34**	**37**	**36**	14
3	4	4	7	8	7	9	**9**	15
6	5	5	6	7	9	10	**11**	16
326	360	456	539	654	767	889	**948**	17
1 197	**1 388**	**1 653**	**1 826**	**2 179**	**2 587**	**3 045**	**3 268**	18

Tableau 49

Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administration fédérale					
	Dépenses courantes					
01	Rémunération des salariés	311	371	397	491	602
02	Solde et indemnités militaires	108	115	124	138	154
03	Autres achats de biens et services	410	483	445	532	551
04	Somme partielle	829	969	966	1 161	1 307
	Formation de capital					
05	Rémunération des salariés	1	3	2	3	3
06	Autres achats de biens et services	90	129	160	256	313
07	Somme partielle	91	132	162	259	316
08	**Total: Administration fédérale**	**920**	**1 101**	**1 128**	**1 420**	**1 623**
	Administration provinciale					
	Dépenses courantes					
09	Rémunération des salariés	696	800	952	1 211	1 388
10	Autres achats de biens et services	440	441	638	694	1 027
11	Somme partielle	1 116	1 241	1 590	1 905	2 415
	Formation de capital					
12	Rémunération des salariés	20	25	28	35	30
13	Autres achats de biens et services	426	446	410	477	685
14	Somme partielle	446	471	438	512	715
15	**Total: Administration provinciale**	**1 562**	**1 712**	**2 028**	**2 417**	**3 130**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
701	776	942	1 082	1 254	1 553	1 735	**1 897**	**01**
173	176	180	181	200	230	265	**279**	**02**
562	710	1 028	1 031	1 030	1 266	1 352	**1 401**	**03**
1 436	1 662	2 150	2 294	2 484	3 049	3 352	**3 577**	**04**
3	3	3	3	3	3	3	**4**	**05**
256	289	310	181	164	199	220	**284**	**06**
259	292	313	184	167	202	223	**288**	**07**
1 695	**1 954**	**2 463**	**2 478**	**2 651**	**3 251**	**3 575**	3 865	**08**
1 754	1 750	2 006	2 275	3 066	3 442	3 909	**3 954**	**09**
1 084	1 757	1 700	2 300	2 438	2 645	3 006	**3 280**	**10**
2 838	3 507	3 706	4 575	5 504	6 087	6 915	**7 234**	**11**
32	34	45	47	45	44	37	**42**	**12**
489	483	535	627	661	674	616	**694**	**13**
521	517	580	674	706	718	653	**736**	**14**
3 359	**4 024**	**4 286**	**5 249**	**6 210**	**6 805**	**7 568**	**7 970**	**15**

Tableau 49 (fin)

Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administrations locales					
	Dépenses courantes					
16	Rémunération des salariés	1 262	1 334	1 586	1 885	2 148
17	Autres achats de biens et services	466	531	684	753	886
18	Somme partielle	1 728	1 865	2 270	2 638	3 034
	Formation de capital					
19	Rémunération des salariés	9	12	13	15	17
20	Autres achats de biens et services	452	437	511	583	595
21	Somme partielle	461	449	524	598	612
22	**Total: administrations locales**	**2 189**	**2 314**	**2 794**	**3 236**	**3 646**
	Hôpitaux					
	Dépenses courantes					
23	Rémunération des salariés	654	698	828	1 019	1 150
24	Autres achats de biens et services	127	156	161	188	190
25	Somme partielle	781	854	989	1 207	1 340
	Formation de capital					
26	Rémunération des salariés	-	-	-	-	-
27	Autres achats de biens et services	58	43	50	74	78
28	Somme partielle	58	43	50	74	78
29	**Total: hôpitaux**	**839**	**897**	**1 039**	**1 281**	**1 418**
30	**Total général**	**5 510**	**6 024**	**6 989**	**8 354**	**9 817**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
2 577	3 137	3 573	4 009	4 343	5 060	5 547	**5 563**	**16**
1 014	927	886	873	1 196	1 321	1 382	**2 069**	**17**
3 591	4 064	4 459	4 882	5 539	6 381	6 929	**7 632**	**18**
20	27	18	20	26	20	21	**22**	**19**
760	917	841	829	1 072	944	960	**1 013**	**20**
780	944	859	849	1 098	964	981	**1 035**	**21**
4 371	**5 008**	**5 318**	**5 731**	**6 637**	**7 345**	**7 910**	**8 667**	**22**
1 527	1 662	1 867	2 053	2 422	2 726	2 916	**2 898**	**23**
144	118	135	132	117	158	171	**168**	**24**
1 671	1 780	2 002	2 185	2 539	2 884	3 087	**3 066**	**25**
–	–	–	–	–	–	–	–	**26**
71	62	68	14	9	9	16	**19**	**27**
71	62	68	14	9	9	16	**19**	**28**
1 742	**1 842**	**2 070**	**2 199**	**2 548**	**2 893**	**3 103**	**3 085**	**29**
11 167	**12 828**	**14 137**	**15 657**	**18 046**	**20 294**	**22 156**	**23 587**	**30**

Tableau 50

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
		'000 000 $				
	Administration fédérale					
01	Allocations familiales et allocations aux jeunes	157	154	179	480	532
02	Crédits de réintégration à la vie civile	-	-	-	-	-
03	Prestations de réadaptation	-	-	-	-	-
04	Pensions, première et seconde guerre mondiale	25	25	29	33	36
05	Allocations aux anciens combattants	12	13	16	18	26
06	Prestations d'assurance-chômage	278	566	632	736	1 077
07	Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies	-	-	-	-	-
08	Pensions de la fonction publique	34	42	46	49	54
09	Paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse	520	604	703	827	952
10	Paiements aux producteurs de céréales de l'Ouest	-	-	-	-	-
11	Subventions aux universités (divers)					
12	Aide aux immigrants (divers)					
13	Subventions du Conseil des Arts du Canada (divers)					
14	Bourses d'études et subventions de recherche	21	20	22	23	24
15	Allocations de formation professionnelle des adultes	58	48	45	44	46
16	Projets d'initiatives locales	-	61	77	33	48
17	Transferts divers	49	71	84	103	121
18	**Total: Administration fédérale**	**1 154**	**1 604**	**1 833**	**2 346**	**2 916**
	Administration provinciale					
19	Secours directs	301	295	314	373	384
20	Pensions aux personnes âgées et aux aveugles	9	10	16	8	9
21	Allocations aux mères et aux invalides	41	34	31	38	34
22	Indemnisations des accidentés du travail	58	66	90	102	140
23	Pensions de la fonction publique	39	43	43	66	81
24	Subventions à l'enseignement postsecondaire	220	260	296	352	447
25	Subventions aux associations de bienfaisance	200	258	306	403	485
26	Transferts divers	129	132	131	137	181
27	**Total: Administration provinciale**	**997**	**1 098**	**1 227**	**1 479**	**1 761**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
516	555	600	447	467	493	568	584	01
–	–	–	–	–	–	–	–	02
–	–	–	–	–	–	–	–	03
40	43	46	51	53	58	66	73	04
28	31	33	38	41	46	55	60	05
1 242	1 480	1 691	1 529	1 586	1 791	2 859	3 037	06
–	–	–	–	–	–	–	–	07
71	85	106	134	160	183	216	242	08
1 101	1 204	1 338	1 565	1 820	2 142	2 443	2 665	09
–	–	–	–	–	–	–	–	10
								11
								12
								13
27	30	34	33	41	59	70	81	14
50	51	33	18	22	25	24	26	15
42	54	1	–	–	–	–	–	16
126	178	263	229	266	298	357	553	17
3 243	**3 711**	**4 145**	**4 044**	**4 456**	**5 095**	**6 658**	**7 321**	18
500	587	657	749	939	1 088	1 259	1 418	19
19	19	35	44	37	36	44	49	20
58	65	82	97	107	141	161	181	21
215	222	256	232	282	354	385	469	22
96	110	134	166	193	224	260	305	23
689	736	769	869	965	1 082	1 113	1 293	24
707	893	941	1 104	1 270	1 347	1 417	1 365	25
158	210	262	332	438	494	574	592	26
2 442	**2 842**	**3 136**	**3 593**	**4 231**	**4 766**	**5 213**	**5 672**	27

Tableau 50 (fin)

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administrations locales					
28	Secours directs	-	-	-	-	-
29	Subventions aux institutions non commerciales privées	-	-	-	-	-
30	**Total: administrations locales**	-	-	-	-	-
31	Régime de pensions du Canada	1	1	2	2	2
32	Régime de rentes du Québec	43	58	113	135	194
33	**Total général**	**2 195**	**2 761**	**3 175**	**3 962**	**4 873**

Tableau 51

Subventions, Québec, 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administration fédérale					
01	Subventions à l'agriculture	64	58	91	168	210
02	Autres subventions	92	119	143	710	1 241
	Dont: subventions à l'importation du pétrole	-	-	-	539	1 046
03	**Total: Administration fédérale**	**156**	**177**	**234**	**878**	**1 451**
04	**Total: Administration provinciale**	**52**	**54**	**47**	**73**	**85**
05	**Total général**	**208**	**231**	**281**	**951**	**1 536**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
–	–	–	–	–	–	–	–	28
–	–	–	–	–	–	–	–	29
–	–	–	–	–	–	–	–	30
3	4	5	6	8	10	12	15	31
261	359	455	554	664	828	1 006	1 222	32
5 949	6 916	7 741	8 197	9 359	10 699	12 899	14 230	33

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
187	162	148	135	156	194	147	176	01
807	705	583	887	1 761	2 628	1 527	1 192	02
607	482	294	471	1 136	2 059	863	384	
994	867	731	1 022	1 917	2 822	1 674	1 368	03
149	201	215	232	298	403	392	366	04
1 143	1 068	946	1 254	2 215	3 225	2 066	1 734	05

Tableau 52

Transferts courants aux autres niveaux des administrations publiques, Québec 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administration fédérale					
	A l'Administration provinciale:					
01	Pensions aux personnes âgées et aux aveugles	-	-	-	-	-
02	Allocations aux invalides	-	-	-	-	-
03	Subventions statuaires	4	5	5	5	5
04	Accords fiscaux	766	745	746	1 069	1 420
05	Subventions à l'enseignement postsecondaire	150	169	193	217	231
06	Subventions à l'hygiène et à la santé	1	-	-	-	-
07	Route transcanadienne	9	-	-	-	-
08	Contributions en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques	-	-	-	-	-
09	Assistance chômage	-	-	-	-	-
10	Régime d'assistance publique du Canada	-	-	-	1	-
11	Formation technique et professionnelle	84	-	-	-	-
12	Caisse d'aide à la santé	9	4	7	14	19
13	Régime de soins médicaux	151	172	186	200	212
14	Paiement expansion économique régionale	60	71	80	74	66
15	Bilinguisme	23	43	40	60	58
16	Divers	16	16	20	28	32
17	Somme partielle	1 273	1 225	1 277	1 668	2 043
18	Aux administrations locales	20	36	25	34	29
19	**Total: Administration fédérale**	**1 293**	**1 261**	**1 302**	**1 702**	**2 072**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
–	–	–	–	–	–	–	–	01
–	–	–	–	–	–	–	–	02
5	6	2	7	3	5	7	8	03
1 416	1 813	1 590	1 570	1 875	2 156	2 987	3 124	04
319	297	343	350	330	337	522	470	05
–	–	–	–	–	–	–	–	06
–	–	–	–	–	–	–	–	07
–	269	443	545	507	518	441	615	08
–	–	–	–	–	–	–	–	09
2	1	336	470	551	660	762	1 015	10
–	–	–	–	–	–	–	–	11
7	–	–	–	–	–	–	–	12
250	270	307	335	336	364	368	447	13
60	93	140	113	102	91	67	33	14
83	112	134	53	98	91	80	77	15
33	40	51	38	71	120	107	133	16
2 175	2 901	3 346	3 481	3 873	4 342	5 341	5 922	17
46	79	89	76	68	80	67	69	18
2 221	**2 980**	**3 435**	**3 557**	**3 941**	**4 422**	**5 408**	**5 991**	19

Tableau 52 (fin)

Transferts courants aux autres niveaux des administrations publiques, Québec 1971-1983

		1971	1972	1973	1974	1975
				'000 000 $		
	Administration provinciale					
	Aux administrations locales					
20	Corporations scolaires	768	849	934	1 086	1 430
21	Transferts de nature générale	221	273	337	413	644
22	Somme partielle	989	1 122	1 271	1 499	2 074
23	Aux hôpitaux	834	963	1 013	1 289	1 432
24	**Total: Administration provinciale**	**1 823**	**2 085**	**2 284**	**2 788**	**3 506**
	Administrations locales					
25	A l'Administration provinciale	15	16	7	6	9
26	Aux hôpitaux	-	-	-	-	-
27	**Total: administrations locales**	**15**	**16**	**7**	**6**	**9**
28	**Total général**	**3 131**	**3 362**	**3 593**	**4 496**	**5 587**

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
				'000 000 $				
1 584	2 338	2 184	2 315	3 226	3 490	3 641	**3 748**	**20**
604	791	817	907	774	854	879	**963**	**21**
2 188	3 129	3 001	3 222	4 000	4 344	4 520	**4 711**	**22**
1 691	2 098	2 048	2 280	2 379	2 721	3 162	**3 252**	**23**
3 879	**5 227**	**5 049**	**5 502**	**6 379**	**7 065**	**7 682**	**7 963**	**24**
–	–	–	2	4	3	5	**5**	**25**
–	–	–	–	–	–	–	–	**26**
–	–	–	**2**	**4**	**3**	**5**	**5**	**27**
6 100	**8 207**	**8 484**	**9 061**	**10 324**	**11 490**	**13 095**	**13 959**	**28**

Partie 3

CONCEPTS, SOURCES ET PARTICULARITÉS

LE CADRE GÉNÉRAL DES COMPTES ÉCONOMIQUES

L'objectif de la comptabilité économique

A l'intérieur d'une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité grandissent avec les années. Ces individus ou agents économiques que l'on nomme "ménages, entreprises ou gouvernements" sont impliqués dans des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise à partir d'une série d'états financiers. Ainsi, le besoin de connaître les "allées et venues" des différents agents économiques donna naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un "cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie"[1]. Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est certes pas chose facile. Par conséquent, il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques afin que les différents acteurs économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sous des dénominateurs communs, telles la consommation et la production. Cependant, ce cadre d'enregistrement des activités économiques se doit d'être le plus complet possible, ce qui nous oblige a une présentation relativement globale.

Le développement des travaux sur la comptabilité économique a été le fruit de l'expérience de la crise des années trente et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux évènements ont incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances sur les phénomènes économiques et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. A cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années soixante, un groupe d'experts, sous l'égide des Nations-Unies, ont élaboré un "Système de comptabilité nationale". Ce système fut rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par voie de conséquence, le Québec.

1. Nations-Unies. Système de comptabilité nationale, Études méthodologiques, Série F, n° 2, Rév. 3, New York.

Le contenu d'un système de comptabilité économique

Le système de comptabilité économique mis au point par les Nations Unies se compose de 7 744 matrices dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent systématiquement leur place dans le système des Nations Unies. L'enregistrement des données statistiques est réalisé à partir de sept comptes dont quatre sont des comptes d'opérations sur les flux de biens et services et trois sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrira brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Sur un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (des logements, usines, équipements productifs, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont, soit possédés par les résidents du territoire, soit détenus par des non-résidents (reste du monde). ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous les noms "actifs et passifs d'ouverture".

Par la suite, les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation et d'échanges avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte des revenus et des dépenses (la consommation), au compte de capital et financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements (échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés comptes "d'opérations", sont les plus connus et font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions sur les biens et services: les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de venir grossir les stocks initiaux. A différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

A la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de capitaux et les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le compte de réévaluation sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Ceci nous permet d'obtenir les actifs et les passifs de clôture que l'on retrouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et des dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, avec les autres comptes d'opération, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation sont, pour l'instant, très peu ou pas produits.

Les comptes économiques provinciaux des revenus et des dépenses

Historique

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont débuté en 1966. La première publication, parue en 1968, portait le nom de: "Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968"[2]. En 1970 et 1972, cette publication fut reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux contribuèrent au développement des comptes économiques provinciaux, soit: le "Sous-comité fédéral-provincial sur les données économiques" en 1970-1971 et le "Comité fédéral-provincial sur les comptes économiques provinciaux" formé au printemps de 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possibles. Les résultats des travaux de ce comité donnèrent naissance à la première publication sur les comptes économiques provinciaux en 1977[3]. Depuis cette date, Statistique Canada publie des données sur les comptes économiques par province[4]. De son côté, le Québec publie lui aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par rapport à celle de Statistique Canada et contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes de revenus et de dépenses par agent économique et ceux portant sur la distribution industrielle du produit intérieur brut au coût des facteurs.

Le concept de production intérieure

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, ce concept étant au coeur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production engendre des revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et de services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production sur le niveau des revenus et des dépenses.

Le choix du concept de production intérieure repose en partie sur des considérations opérationnelles: ainsi, il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné que

---

2. Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968. Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Québec, 1968.

3. Comptes économiques provinciaux, 1961-1974 Statistique Canada, mai 1977.

4. En 1978, cette publication fut inscrite au catalogue de Statistique Canada sous le numéro 13-213.

de mesurer les revenus que les résidents d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés sur un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais nous permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques "intérieures" telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Enfin, à cause de ces raisons et de plusieurs autres, le "Système de comptabilité nationale des Nations Unies" et le "Système de comptabilité nationale canadien" et, par voie de conséquence, les comptes économiques provinciaux sont élaborés sur le concept de production intérieure plutôt que le concept de production nationale, bien que ce dernier concept soit largement utilisé.

Les composantes des comptes économiques des revenus et des dépenses

L'objectif principal des comptes économiques des revenus et des dépenses est de mesurer la production d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné[5]. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe trois méthodes de mesure de la production, soit: la méthode du revenu, la méthode de la dépense et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes de revenus et de dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la "somme des revenus" pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 1) et la "somme des ventes finales aux utilisateurs" pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes de revenus et de dépenses. Cette méthode est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité et que l'on dispose d'informations sur les valeurs brutes de production et les coûts des inputs.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais il faut aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des entreprises, des ménages, des administrations publiques et des non-résidents. Le secteur des entreprises regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (e.g., sociétés privées et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale (e.g., les particuliers, les organismes privés sans

5. La production considérée est la production "nette", c'est-à-dire, la production totale moins les inputs intermédiaires qui entrent dans la fabrication d'un bien ou d'un service.

but lucratif tels que les syndicats, les associations professionnelles, etc.). Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement reliée aux affaires publiques (e.g. les ministères et agences gouvernementales aux niveaux fédéral, provincial et local, les hôpitaux, les régimes publics de pensions, etc.). Enfin, le secteur des non-résidents représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique: la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique et ce, pour chacune des quatre catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes de revenus et de dépenses par agent économique, de même que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté: il s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les quatre catégories d'agents considérées ensemble. Ce compte de production représente la somme des revenus versés aux différents agents économiques (tableaux 1 et et 8) et la somme de toutes les ventes finales à ces mêmes agents (tableaux 2 et 9). Ces divers comptes décrivent, au sens strict, les composantes des comptes économiques des revenus et des dépenses. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et des dépenses, on retrouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques et autres tableaux.

SOURCES ET PARTICULARITÉS

INTRODUCTION

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des Comptes économiques provinciaux (13-213) de Statistique Canada. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivants sont utilisés:

CFP: Comité fédéral-provincial sur les comptes économiques provinciaux. Les données estimées par le CFP se retrouvent dans la publication 13-213 de Statistique Canada et sont disponibles dans la banque de données de CANSIM.

SC: Statistique Canada.

CNC: Comptes nationaux canadiens des revenus et des dépenses (13-201) de Statistique Canada.

BSQ: Bureau de la statistique du Québec.

Tout comme Statistique Canada, le Bureau de la statistique du Québec qualifie les présentes données d'expérimentales puisque, pour des raisons d'ordre conceptuel ou méthodologique, certaines des variables sont plus susceptibles d'être révisées que ce n'est habituellement le cas.

SOURCES DE DONNÉES DES TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 1: Revenu intérieur et produit intérieur brut

Source: CFP.

Contrairement aux années passées (voir les éditions antérieures), le Bureau de la statistique du Québec traite la subvention fédérale à l'importation du pétrole comme une subvention à la production dont l'effet est de diminuer le produit intérieur brut au prix du marché d'un montant égal à cette subvention. Ce changement méthodologique est introduit à la suite d'un changement effectué par Statistique Canada qui estime, depuis cette année, la subvention au pétrole sur une base de production comparativement à une base de consommation. Ainsi, le montant du produit intérieur brut au prix du marché apparaissant dans la présente publication est identique à celui de la publication des comptes économiques provinciaux de Statistique Canada (13-213).

Tableau 2: Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut

Sources: CFP et BSQ.

Particularités:

Le BSQ estime les dépenses personnelles en biens et services de consommation sur une base "nationale", ces dernières étant estimées sur une base "intérieure" par Statistique Canada. La différence entre les deux concepts est attribuable à la balance touristique (différence entre les dépenses des étrangers au Québec et les dépenses des Québécois à l'Étranger). L'estimation des dépenses personnelles sur la base nationale permet une meilleure estimation de l'épargne personnelle dû au fait que l'on tient compte des dépenses des résidents effectuées à l'Étranger, ces dernières venant réduire d'autant l'épargne des ménages résidents. La prise en compte de la balance touristique a pour effet de maintenir la propension moyenne à consommer inférieure à l'unité dans le cas où l'épargne des résidents est inférieure aux dépenses des touristes étrangers. Enfin, le poste "Exportations nettes plus erreur résidentielle" se trouve augmenté (diminué) de la valeur de la balance touristique lorsque celle-ci est positive (négative).

Nous désirons également souligner que la variable "Exportations nettes plus erreur résiduelle" étant obtenue de façon résiduelle, cette variable inclut toutes les erreurs compensatrices ou cumulatives d'estimation. Aussi, faut-il faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette variable.

Tableau 3:
Provenance du revenu personnel

Sources: CFP et CNC.

Tableau 4:
Emplois du revenu personnel

Sources: CFP, SC et BSQ.

Particularités:

Étant donné que les dépenses personnelles de consommation sont estimées sur une base "nationale" par le BSQ, ceci a pour effet de réduire la variable "Epargne personnelle" estimée par le CFP d'un montant égal à la balance touristique, cette dernière étant généralement négative.

Nous désirons également souligner que la variable "Épargne personnelle" étant obtenue de façon résiduelle, cette variable inclut toutes les erreurs compensatrices ou cumulatrices d'estimation. Aussi, faut-il faire preuve de prudence dans l'interprétation de cette va-variable.

Tableau 5:
Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle

Sources: CFP, CNC et BSQ.

Tableau 6:
Revenus de toutes les administrations publiques québécoises incluant les revenus perçus au Québec par l'Administration fédérale

---

Tableau 7:
Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec

Les tableaux 6 et 7 sont obtenus à partir des principales composantes du tableau 43.

SOURCES DE DONNÉES DES TABLEAUX SECTORIELS

Comme particularité, les tableaux sectoriels sont élaborés par le BSQ et n'ont pas d'équivalents au niveau des comptes économiques provinciaux de Statistique Canada. Les tableaux sectoriels se composent de comptes de revenus et de dépenses et de comptes de financement du capital au niveau des agents économiques suivants: particuliers et entreprises individuelles, Administration fédérale, Administration provinciale et locales et d'un ensemble de comptes consolidés. Les tableaux sectoriels sont élaborés principalement à partir des informations contenues dans les tableaux sommaires (tableaux 1 à 7) et les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques (tableaux 43 à 52). Les informations manquantes sont soit obtenues de Statistique Canada, soit directement estimées par le BSQ.

Tableau 8:
Compte consolidé de production: dépenses primaires au titre de la production intérieure

Sources: CFP, CNC, SC et BSQ.

Particularités:

La rémunération des salariés se compose des salaires et traitements et des revenus supplémentaires du travail. La Division du travail de Statistique Canada nous fournit les salaires et traitements selon les différents agents économiques et un montant global pour les revenus supplémentaires du travail. Le BSQ ventile ce dernier montant entre les divers agents économiques. Les provisions pour consommation de capital pour les particuliers et les entreprises individuelles sont estimées par le BSQ à partir principalement des données sur la formation brute de capital fixe.

Tableau 9:
Compte consolidé de production: recettes provenant de la production intérieure

Sources: CFP, SC et BSQ.

Particularités:

Les calculs effectués en vue d'obtenir la balance touristique nous permettent d'estimer les ventes directes des entreprises aux particuliers en éliminant, notamment, des dépenses personnelles de biens et services de consommation, les achats de biens et services auprès des non-résidents du Québec. Une estimation de la formation brute de capital fixe attribuable aux entreprises individuelles est obtenue à partir de pourcentages spécifiques appliqués aux différents secteurs économiques apparaissant dans la revue "Investissements privés et publics au Canada" (61-205). Enfin, plusieurs éléments proviennent du tableau 49 "Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital". Ce dernier tableau, élaboré par le BSQ, fournit une ventilation entre les dépenses salariales et les autres achats de biens et services par niveau d'administration publique.

Tableau 10:
Compte consolidé de financement du capital, épargne provenant du Québec et autres sources de financement

---

Tableau 11:
Compte consolidé de financement du capital, emplois de l'épargne brute

Les données apparaissant dans les tableaux 10 et 11 proviennent des tableaux sectoriels sur les comptes de financement du capital, soit les tableaux 14, 15, 18, 19, 22 et 23.

Tableau 12:
Comptes de revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - revenus

Sources: CFP, CNC, SC et BSQ.

Particularités:

Voir tableau 8 pour la rémunération des salariés.

Tableau 13:
Compte de revenus et dépenses des particuliers et entreprises individuelles - dépenses

Source: CFP.

Particularités:

Les achats de biens et services de consommation auprès des entreprises et des non-résidents sont obtenus à partir des calculs sur la balance touristique.

Tableau 15:
Compte de financement du capital: particuliers et entreprises individuelles - emplois

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 16:
Comptes de revenus et dépenses de l'Administration fédérale - revenus provenant du Québec

Sources: CFP, SC et BSQ.

Particularités:

Le BSQ estime l'excédent des impôts dus sur les impôts perçus en appliquant à la donnée canadienne correspondante le ratio des revenus imposables des sociétés au Québec et au Canada.

Tableau 17:
Compte de revenus et dépenses de l'Administration fédérale - dépenses

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 18:
Compte de financement du capital de l'Administration fédérale - ressources

---

Tableau 19:
Compte de financement du capital de l'Administration fédérale - emplois

Les données apparaissant dans les tableaux 18 et 19 proviennent du CFP.

Tableau 20:
Compte de revenus et dépenses des administrations provinciale et locales - revenus

Sources: CFP et BSQ.

Tableau 21:
Compte de revenus et dépenses des administrations provinciale et locales - dépenses

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 22:
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales - ressources

---

Tableau 23:
Compte de financement du capital des administrations provinciale et locales - emplois

Les données apparaissant dans les tableaux 22 et 23 proviennent du CFP et du tableau 49.

SOURCES DE DONNÉES DES TABLEAUX SUR LA RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS

Les tableaux 28 à 31 sont élaborés entièrement par le BSQ, soit à partir d'informations obtenues de différentes divisions de Statistique Canada, soit à partir d'estimations dans le cas des données manquantes. Ces tableaux nous fournissent une ventilation, par secteur d'activité économique, des principales composantes du tableau 1 "Revenu intérieur et produit intérieur brut", soit:

1) Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires (lignes 1 et 2).

2) Bénéfices des sociétés et autres revenus de placement (lignes 3 et 4).

3) Revenu net des entreprises individuelles, agricoles et non agricoles, loyers compris (lignes 5 et 6).

4) Ajustement de la valeur des stocks (ligne 7).

5) Provision pour consommation de capital et ajustements divers (ligne 10).

Les éléments 1, 2 et 3 font l'objet des tableaux 29, 30 et 31. Par contre, les éléments 4 et 5, même s'ils ne font pas l'objet de tableaux distincts, sont néanmoins estimés en vue d'obtenir le "Produit intérieur brut au coût des facteurs" (tableau 28).

Tableau 28:
Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique

Sources: BSQ et SC.

Particularités:

Ce tableau est la somme des tableaux 29, 30 et 31, de l'ajustement de la valeur des stocks et des provisions pour consommation de capital et ajustements divers par activité économique. Les données globales relatives à l'ajustement de la valeur des stocks et aux provisions pour consommation de capital et ajustements divers proviennent de la Division du produit national de Statistique Canada. Le BSQ procède à la ventilation des données globales afin d'obtenir le niveau de détail du tableau 28.

Tableau 29:
Rémunération des salariés, solde et indemnités militaires, par activité économique

Sources: BSQ et SC.

Particularités:

Les informations de base proviennent de la Division du travail de Statistique Canada. Ainsi, Statistique Canada produit les données sur les salaires et traitements par agent économique et par activité économique. Cependant, les revenus supplémentaires du travail sont fournis pour l'ensemble des activités. Par la suite, le BSQ ventile les revenus supplémentaires du travail par agent économique et activité économique afin d'obtenir la rémunération totale des salariés par activité économique.

Tableau 30:
Bénéfices et autres revenus de placement, par activité économique

Sources: BSQ et SC.

Particularités:

Le tableau 30 est estimé à partir de ses deux composantes principales: les bénéfices des sociétés et les autres revenus de placement qui sont par la suite estimés selon cinq catégories.

La Division du produit national brut de Statistique Canada nous fournit des données globales au niveau des profits des sociétés; ces dernières sont par la suite ventilées par le BSQ au niveau de 15 secteurs d'activité économique. La deuxième composante de ce tableau, soit les autres revenus de placement, est estimée à partir des cinq catégories suivantes:

1) Les revenus d'intérêt sur les obligations.

2) Les revenus d'intérêt hypothécaires.

3) Les revenus d'intérêt bancaires.

4) Les profits des entreprises gouvernementales.

5) Les revenus divers de placement (e.g., revenus provenant des assurance-vie, fonds mutuels, fonds de pension, etc.).

Statistique Canada nous fournit le montant total des revenus pour les catégories 1, 2, 3 et 5. La ventilation par secteur d'activité économique est réalisée par le BSQ, de même que le passage de certaines données de la base "nationale" à la base "intérieure". Enfin, les profits des entreprises gouvernementales sont disponibles par activité économique et par palier de gouvernement. Certains ajustements sont apportés en vue de tenir compte des opérations de change.

Tableau 31:
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, par activité économique.

Source: SC.

SOURCES DE DONNÉES DES TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les tableaux sur les administrations publiques proviennent en grande partie du CFP et sont disponibles à partir de la publication 13-213 et de la banque de données CANSIM. Par contre, les tableaux 45, 49 et 51 sont produits par le BSQ. Les informations présentées dans ces tableaux sont soit obtenues de Statistique Canada, soit estimées directement par le BSQ.

Tableau 43:
Recettes, dépenses, excédent ou déficit des administrations publiques, niveau d'administration

Source: CFP.

Tableau 44:
Impôts directs - particuliers

Source: CFP.

Tableau 45:
Impôts directs - corporations et entreprises publiques

Sources: CFP, CNC et BSQ.

Tableau 46:
Impôts indirects

Source: CFP.

Tableau 47:
Autres transferts courants des particuliers aux administrations publiques

Source: CFP.

Tableau 48:
Revenus de placement des administrations publiques

Source: CFP.

Tableau 49:
Dépenses publiques courantes en biens et services et formation brute de capital

Sources: CFP, CNC, SC et BSQ.

Particularités:

Ce tableau présente la ventilation des dépenses publiques courantes en biens et services et la formation brute de capital des différents paliers de gouvernement selon deux composantes: la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et la formation brute de capital proviennent du tableau 43. A partir des salaires et traitements obtenus de la Division du travail de Statistique Canada, le BSQ ventile les revenus supplémentaires du travail selon les différents paliers de gouvernement en vue d'obtenir la rémunération des salariés. La rémunération des salariés est par la suite ventilée entre les dépenses courantes et la formation brute de capital. Enfin, les dépenses en "Autres achats de biens et services" sont obtenues de façon résiduelle.

Tableau 50:
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Source: CFP.

Tableau 51:
Subventions

Sources: CFP, SC et BSQ.

Tableau 52:
Transferts courants aux autres niveaux d'administration publique

Source: CFP.